



MINISTÈRE
DU TRAVAIL
ET DES SOLIDARITÉS

Liberté
Égalité
Fraternité

DIRECTION DE L'ÉCONOMIE,
DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL
ET DES SOLIDARITÉS DE MARTINIQUE

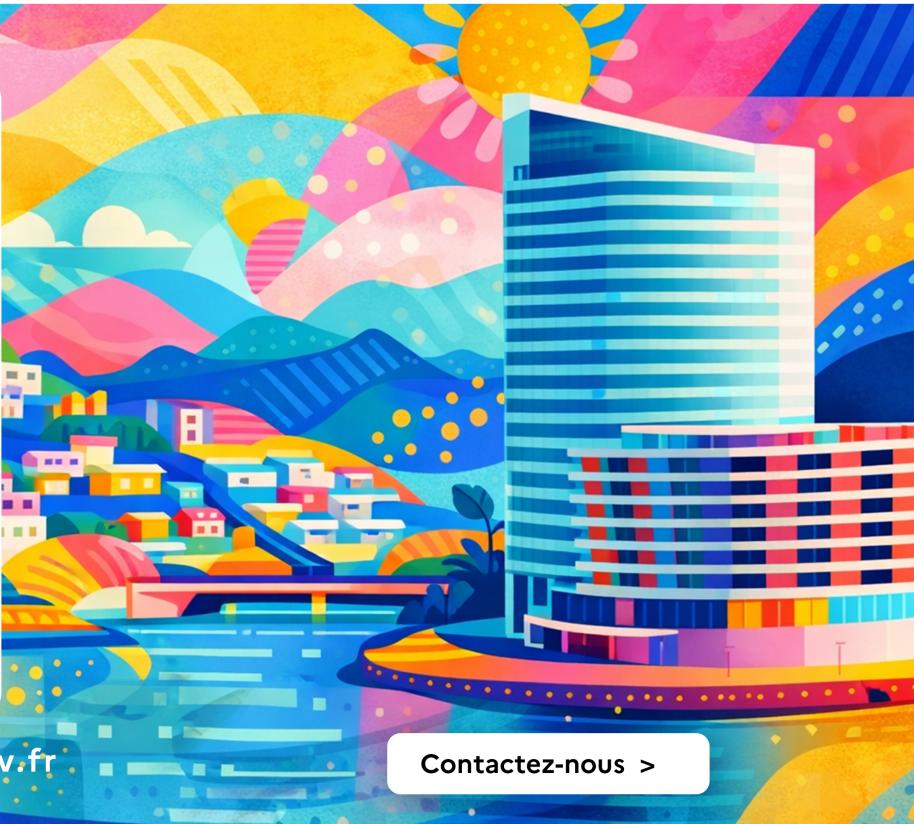
les chiffres clés **2025**



Données statistiques
régionales de
la **DEETS** Martinique

<https://martinique.deets.gouv.fr>

Contactez-nous >



Edito

La Direction de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DEETS) de la Martinique a le plaisir de vous présenter cette nouvelle édition des Chiffres clés 2025. Cet ouvrage ambitionne de mettre à disposition une synthèse des principales données économiques et sociales de la Martinique pour l'année 2024.

Les données présentées, d'origine nationale et locale, ont été recueillies et exploitées par le Service Études, Statistiques et Évaluation (SESE) de la DEETS. Elles proviennent majoritairement de sources ministérielles et de partenaires institutionnels et offrent des éléments de compréhension indispensables pour éclairer, construire et accompagner les politiques publiques au plus près des spécificités du territoire.

Au-delà des chiffres, cette publication met en lumière les actions menées par la DEETS dans le cadre de ses différentes missions. Qu'il s'agisse de l'accompagnement des demandeurs d'emploi et des entreprises, du renforcement des politiques du travail afin de favoriser des relations professionnelles justes et équilibrées, ou encore de la surveillance des pratiques commerciales pour protéger les consommateurs et garantir une concurrence loyale, les équipes de la DEETS œuvrent quotidiennement au service du développement du territoire et de ses habitants. La cohésion sociale constitue également un pilier central de l'action de l'État, à travers des dispositifs visant à réduire les inégalités, à protéger les publics les plus vulnérables et à favoriser l'insertion professionnelle.

L'ensemble de ces indicateurs représente ainsi un outil précieux pour analyser les réalités martiniquaises, orienter les décisions et contribuer à la construction d'un environnement économique et social plus inclusif.

L'année 2024 a été marquée par une dégradation de la situation économique en Martinique, sous l'effet de tensions multiples, notamment le mouvement social contre la vie chère survenu en fin d'année.

Dans ce contexte, l'emploi salarié recule, la demande d'emploi progresse et le taux de chômage s'élève à 12 % de la population active. Parallèlement, le nombre de demandeurs d'emploi des catégories A, B et C augmente de 1 %. S'agissant des entreprises, les créations connaissent une forte baisse et l'investissement demeure en retrait.

Nous espérons que cette nouvelle édition des Chiffres clés répondra aux attentes de nos partenaires institutionnels, des acteurs économiques et du grand public. Ensemble, poursuivons nos efforts pour construire un territoire dynamique et équitable, où les politiques publiques répondent pleinement aux besoins de la population.



Yannick DECOMPOIS
Directeur de la Deets

Sommaire

Les chiffres clés 2025 de la **DEETS Martinique** offrent un panorama essentiel des tendances de la population, de l'emploi, de la formation, de l'économie et des conditions de travail.

Ce document synthétique permet d'analyser l'évolution du territoire et d'éclairer les décisions des acteurs économiques et sociaux.

Découvrez les données de l'année en un coup d'œil.



Sommaire

EDITO	P3
--------------------	-----------

TERRITOIRE, POPULATION ET EMPLOI	P7
---	-----------

La population martiniquaise.....	P8
Population municipale selon les zones d'emploi en 2021	P9
La population martiniquaise par commune.....	P10
L'activité des martiniquais.....	P11
L'emploi des martiniquais.....	P12
La pauvreté monétaire et le niveau de vie des ménages	P14
Les minima sociaux	P17
Le handicap et la dépendance	P20
Les quartiers de la politique de la ville	P22
L'intérim	P24

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE	P29
----------------------------------	------------

Le Produit intérieur brut (PIB)	P30
Les création d'entreprises	P35
Les défaillance dentreprises	P36
Les entreprises martiniquaises	P37
Les établissements	P40
L'emploi associatif	P44

MARCHÉ DU TRAVAIL	P47
--------------------------------	------------

Le taux de chômage en Martinique	P48
Le taux d'emploi en Martinique	P52
Le taux d'activité en Martinique	P54
Les demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM)	P60
Les demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) par zone d'emploi	P63
Les demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) bénéficiaire de l'OETH.....	P67

POLITIQUE DE L'EMPLOI	P71
------------------------------------	------------

Les dispositifs de politique d'emploi	P72
Les contrats aidés	P74
L'Insertion par l'Activité Économique (IAE).....	P77
L'apprentissage	P80
L'activité partielle	P81
La formation	P83
L'activité des titres professionnels	P86

POLITIQUE DU TRAVAIL	P91
-----------------------------------	------------

Les accords d'entreprise.....	P92
Les accidents du travail	P95
Les ruptures conventionnelles	P98
Les interventions en prévention des risques professionnels (IPRP)	P99
Renseignements délivrés en droit du travail	P100
La medecine du travail	P101
Les salariés protégés	P103

POLITIQUE SOCIALE	P107
--------------------------------	-------------

Les logements sociaux	P108
L'hébergement des personnes en difficulté	P110
L'Intégration des étrangers	P112
L'Aide alimentaire	P113
La politique de la ville	P114
Protection et accompagnement des publics fragiles	P115

CONCURRENCE,CONSOMMATION, REPRESSION DES FRAUDES (CCRF)	P117
--	-------------

Les interventions du pôle	P118
Les activités du pôle	P119
Sanctions pénales et amendes administratives	P120
La métrologie	P121

FOND SOCIAL EUROPÉEN	P123
-----------------------------------	-------------

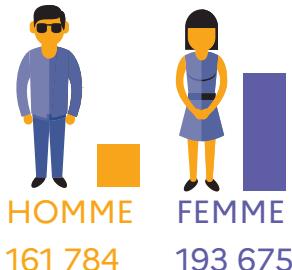
DÉFINITIONS	P127
--------------------------	-------------



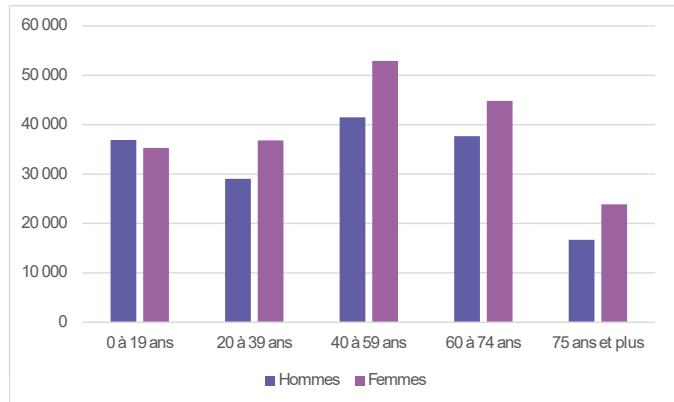
TERRITOIRE, POPULATION & EMPLOI

La population martiniquaise

Estimation de la population martiniquaise au 1er janvier 2025 : 355 459 habitants

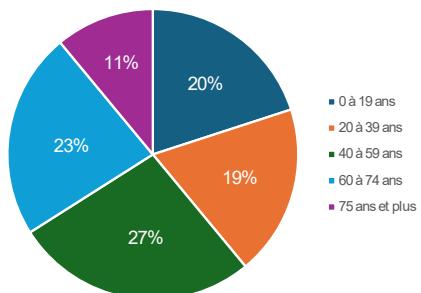


Répartition par sexe et par âge de la population

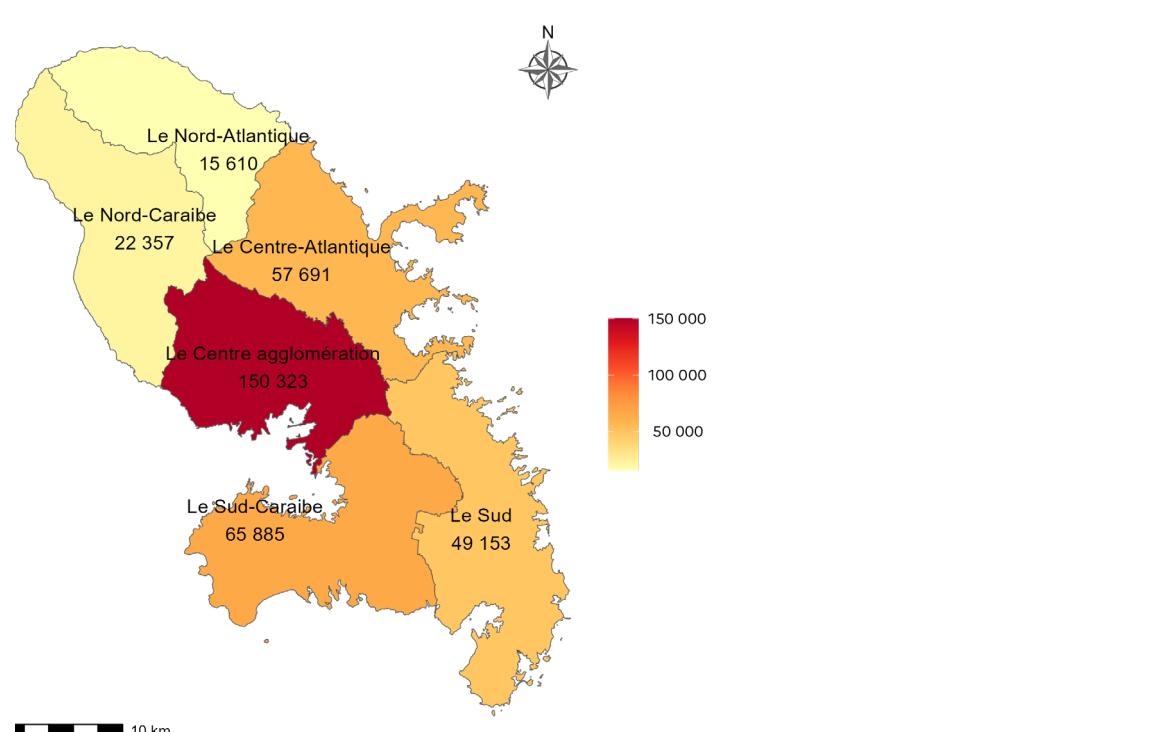


Répartition par âge de la population martiniquaise

20%
DE LA POPULATION
A MOINS DE 20 ANS



Population municipale selon les zones d'emploi en 2021



La population martiniquaise par commune

Zone	Commune	Population
Le Centre agglomération	Fort-de-France	75 165
Le Centre agglomération	Le Lamentin	39 346
Le Centre agglomération	Saint-Joseph	16 470
Le Centre agglomération	Schoelcher	19 342
Le Centre-Atlantique	Gros-Morne	9 752
Le Centre-Atlantique	Le Robert	21 490
Le Centre-Atlantique	Sainte-Marie	14 827
Le Centre-Atlantique	La Trinité	11 622
Le Nord-Atlantique	L'Ajoupa-Bouillon	1 693
Le Nord-Atlantique	Basse-Pointe	2 810
Le Nord-Atlantique	Grand'Rivière	508
Le Nord-Atlantique	Le Lorrain	6 607
Le Nord-Atlantique	Macouria	1 001
Le Nord-Atlantique	Le Marigot	2 991
Le Nord-Caraïbe	Le Carbet	3 619
Le Nord-Caraïbe	Case-Pilote	4 524
Le Nord-Caraïbe	Fonds-Saint-Denis	641

Zone	Commune	Population
Le Nord-Caraïbe	Le Morne-Rouge	4 469
Le Nord-Caraïbe	Le Prêcheur	1 463
Le Nord-Caraïbe	Saint-Pierre	4 069
Le Nord-Caraïbe	Le Morne-Vert	1 748
Le Nord-Caraïbe	Bellefontaine	1 824
Le Sud	Le François	15 858
Le Sud	Le Marin	8 526
Le Sud	Rivière-Pilote	11 797
Le Sud	Sainte-Anne	4 491
Le Sud	Le Vauclin	8 481
Le Sud-Caraïbe	Les Anses-d'Arlet	3 874
Le Sud-Caraïbe	Le Diamant	5 924
Le Sud-Caraïbe	Ducos	17 837
Le Sud-Caraïbe	Rivière-Salée	11 818
Le Sud-Caraïbe	Saint-Esprit	10 422
Le Sud-Caraïbe	Sainte-Luce	9 275
Le Sud-Caraïbe	Les Trois-Îlets	6 735

L'activité des martiniquais

Population des 15 à 64 ans selon le sexe et le type d'activité en 2022

		Hommes	Femmes
ACTIFS	Actifs ayant un emploi	59 396	70 306
	Chômeurs	13 865	17 704
INACTIFS	Retraités ou préretraités	4 257	4 983
	Élèves, étudiants, ou stagiaires	10 854	11 960
	Femmes ou hommes au foyer	312	3 646
	Autres inactifs	12 743	12 994
TOTAL		101 427	121 593

L'emploi des martiniquais

Population en emploi des 15 ans ou plus selon le sexe, le statut

En Martinique en 2022 :

112 525
emplois salariés

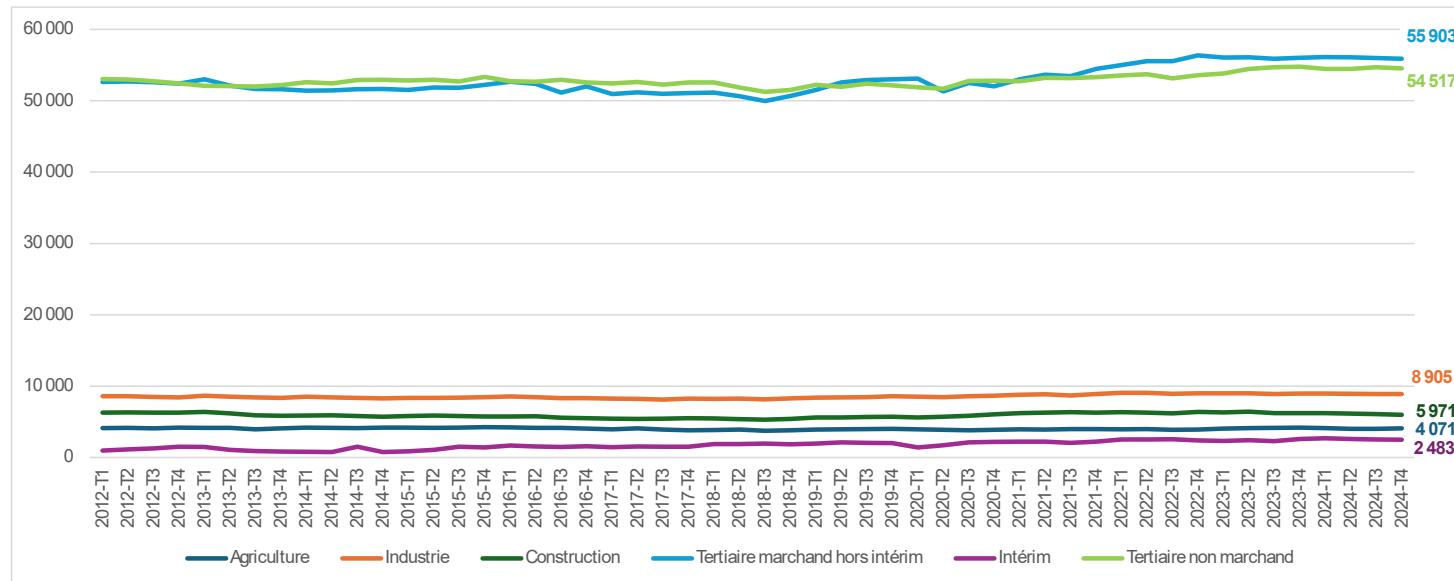
21 604
emplois non salariés

SALARIÉS	Hommes	Femmes
Apprentissage - Stage	964	954
Intérim	753	614
Emplois aidés	420	784
CDD	6 437	9 641
CDI	40 540	51 418
NON SALARIÉS	Hommes	Femmes
Indépendants	8 406	6 370
Employeurs	4 236	2 243
Aides familiaux	170	179

L'emploi des martiniquais

131 850 emplois salariés au 4ème trimestre 2024

Estimations trimestrielles de l'emploi salarié en Martinique par secteur d'activité



Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares

La pauvreté monétaire et le niveau de vie des ménages

Indicateurs de pauvreté en Martinique en 2021

Un taux de pauvreté de
26,8%
en Martinique en 2021



	Martinique	Hexagone
Taux de pauvreté (en %)	26,8	14,9
Niveau de vie médian mensuel (€/UC)*	1 648	1 923
Rapport interdécile (D9/D1)	4,2	3,4
Part des ménages fiscaux imposés (%)	36,0	53,4

«L'unité de consommation (UC) est un outil permettant de comparer le niveau de vie des ménages en prenant en considération la taille et la composition du ménage. Les calculs usuels sont les suivants : 1 UC est attribuée au premier adulte du ménage, 0,5 UC à chaque autre personne de 14 ans ou plus, et 0,3 UC à chaque enfant de moins de 14 ans.»
Champ: ménages fiscaux - hors communautés et sans abris.

Sources : Insee, Fichier localisé social et fiscal (FiLoSoFi) 2021, géographie au 01/01/2024

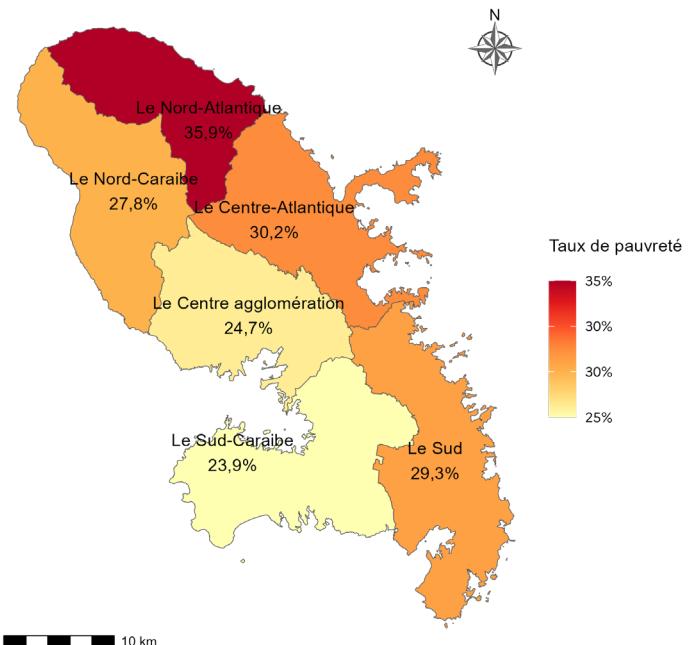
La pauvreté monétaire et le niveau de vie des ménages

Décomposition du revenu disponible des ménages en 2021

	Martinique	Hexagone
Part des revenus d'activité	70,9%	74,3%
Part des pensions, retraites et rentes	25,4%	27,9%
Part des revenus du patrimoine et autres revenus	6,2%	9,4%
Part de l'ensemble des prestations sociales	11,2%	5,4%
Part des impôts	-13,7%	-17,0%

La pauvreté monétaire et le niveau de vie des ménages

Taux de pauvreté par zone d'emploi en 2021



Sources : Insee, Fichier localisé social et fiscal (FiLoSoFi) 2021, géographie au 01/01/2022

Les minima sociaux

Indicateurs du RSA et de la prime d'activité en Martinique

	Martinique
Allocataires du revenu de solidarité active (RSA) au 31/12/2024	31 470
dont :	
<i>RSA majoré</i>	3 222
<i>RSA jeune</i>	3
Part de la population couverte	15,0%
Allocataires de la prime d'activité au 31/12/2024	34 812
dont :	
<i>Prime d'activité majorée</i>	2 301
Part de la population couverte	16,9%

Note : Les données portant sur les allocataires relevant des Caf sont établies selon le territoire de gestion des Caf et non selon le lieu de résidence
Sources : CNAF, MSA

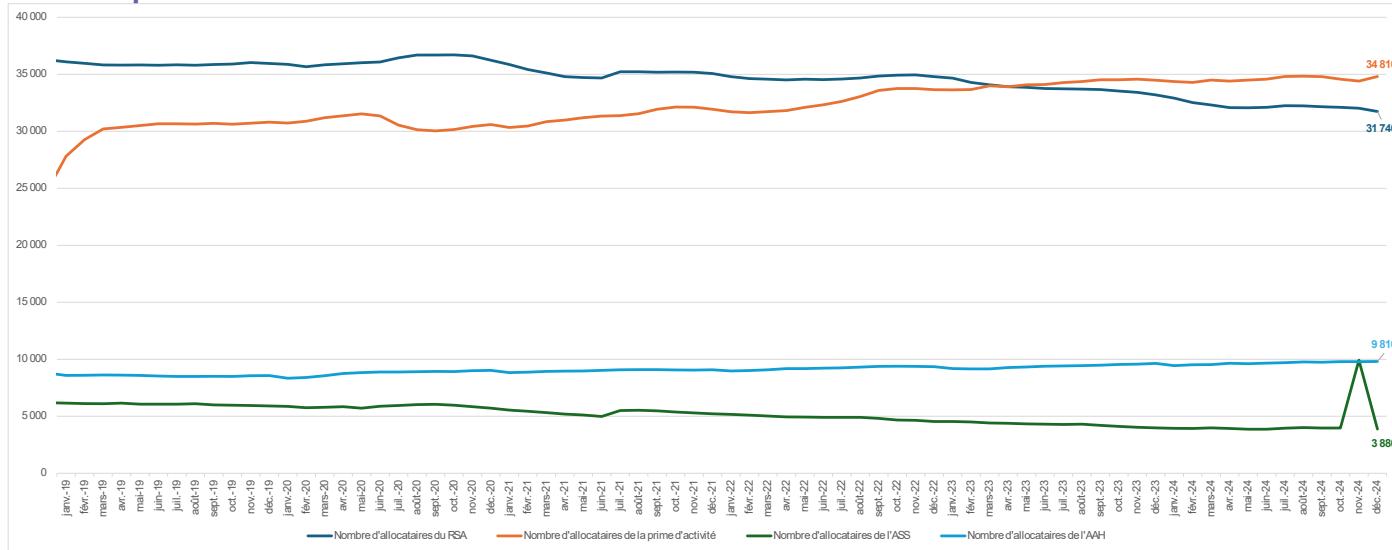
Les minima sociaux

Indicateurs des autres minima sociaux en Martinique

Allocataires de l'allocation de solidarité spécifique (ASS) au 31/12/2024	3 881
Allocataires de l'allocation supplémentaire vieillesse (ASV) ou de l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) au 31/12/2024	13 926
Bénéficiaires de la complémentaire santé solidaire (CSS) sans ou avec participation financière au 01/01/2024	75 134
Allocataires de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) au 31/12/2024	9 812

Les minima sociaux

Evolution mensuelle du nombre d'allocataires des minima sociaux entre 2018 et 2024 en Martinique



Le handicap et la dépendance

Les entreprises assujetties et l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés (OETH)

2,0%*

de l'ensemble des salariés (en ETP)
sont bénéficiaires de l'OETH en
2024

	2023	2024
Nombre d'entreprises assujetties	626	628
Effectifs salariés dans l'ensemble des entreprises assujetties (en équivalent temps plein)	36 625	37 268
Nombre théorique de travailleurs handicapés que les entreprises devaient employer*	1 885	1 926
Part de l'obligation attendue dans les effectifs assujettis (en %)**	5,1	5,2

nb : données provisoires.

* Le nombre de travailleurs handicapés que les entreprises ont l'obligation d'employer doit s'établir à 6% de leur effectif d'assujettissement, arrondi à l'unité inférieure.

** Le taux de 6 % est théorique car, dans la pratique, l'arrondissement à l'unité inférieure fait baisser ce taux. Ainsi, par exemple, pour une assiette d'assujettissement de 33 salariés, le calcul est le suivant : $6\% \times 33 = 1,98$. L'obligation est d'une unité, soit 3% de l'assiette (c'est le cas limite).

Champ : entreprises de 20 salariés ou plus du secteur privé et public à caractère industriel et commercial (Epic), dont le siège social est localisé sur le territoire, France entière.

Le handicap et la dépendance

Les travailleurs handicapés dans les effectifs des entreprises assujetties, selon les trois modes de décompte*

	2023	2024
Nombre de travailleurs handicapés employés en personnes physiques	989	1 040
Nombre de travailleurs handicapés employés en équivalents temps plein**	674	737
Taux d'emploi direct en équivalent temps plein (en %)	1,8	2,0
Nombre de travailleurs handicapés employés en équivalents temps plein après majoration***	873	960
Taux d'emploi direct en équivalent temps plein majoré (en %)	2,4	2,6

*données provisoires.

* Les travailleurs handicapés pris en compte sont ceux employés directement par les entreprises assujetties (c'est-à-dire hors ceux mis à disposition). Ils sont décomptés selon trois modes différents.

** Le décompte des travailleurs handicapés employés en équivalent temps plein s'effectue au prorata du temps réel de travail, du temps de présence dans l'année et de la durée de validité de la reconnaissance.

*** La majoration consiste à appliquer pour chaque travailleur handicapé âgé de 50 ans ou plus un coefficient de valorisation de 1,5 dans le calcul des effectifs de BOETH. Par exemple, une personne ayant travaillé à 80 % à compter du 1er juillet de l'année compte pour : $0,8 \times (6/12) \times 1,5 = 0,6$ équivalent temps plein.

Champ : entreprises de 20 salariés ou plus du secteur privé et public à caractère industriel et commercial (Epic), France entière

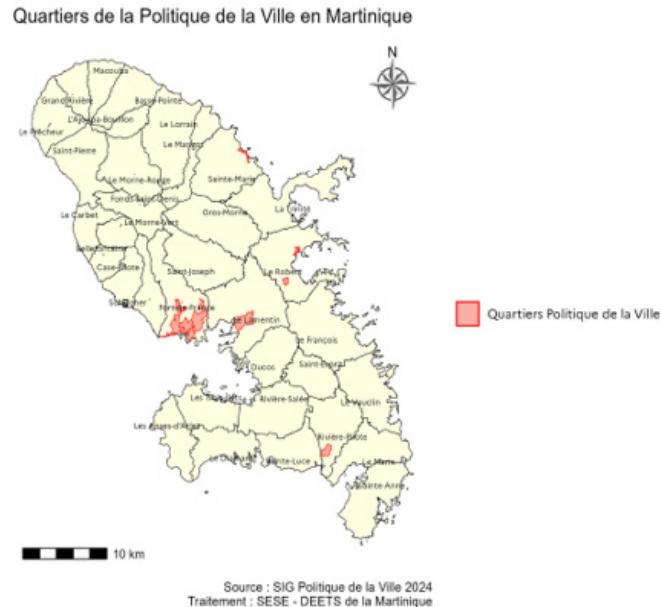
Sources : Dares, DSN-Sismmo, extraction en septembre 2024 pour les années 2021, 2022 et 2023.»

Les quartiers de la politique de la ville

Quartier de la politique de la ville	Nom du quartier de la politique de la ville	Nom des communes	Population municipale 2022
QN97201M	Quartiers Ouest	Fort-de-France	14 890
QN97202M	Quartiers Sainte-Thérèse Bon Air	Fort-de-France	7 252
QN97203M	Quartier Volga Plage	Fort-de-France	3 805
QN97204M	Quartier Haut Dillon	Fort-de-France	15 108
QN97205M	Frange Ouest Du Centre-Ville Aggloméré	Le Lamentin	6 238
QN97206M	Zone De Cité Lacroix Trou Terre Pointe Lynch	Le Robert	1 984
QN97207I	Tombolo City	Sainte-Marie	1 300
QN97208N	Desfarges-Fanon	Rivière-Pilote	1 920
QN97209N	Duchêne	Le Robert	401

Les quartiers de la politique de la ville

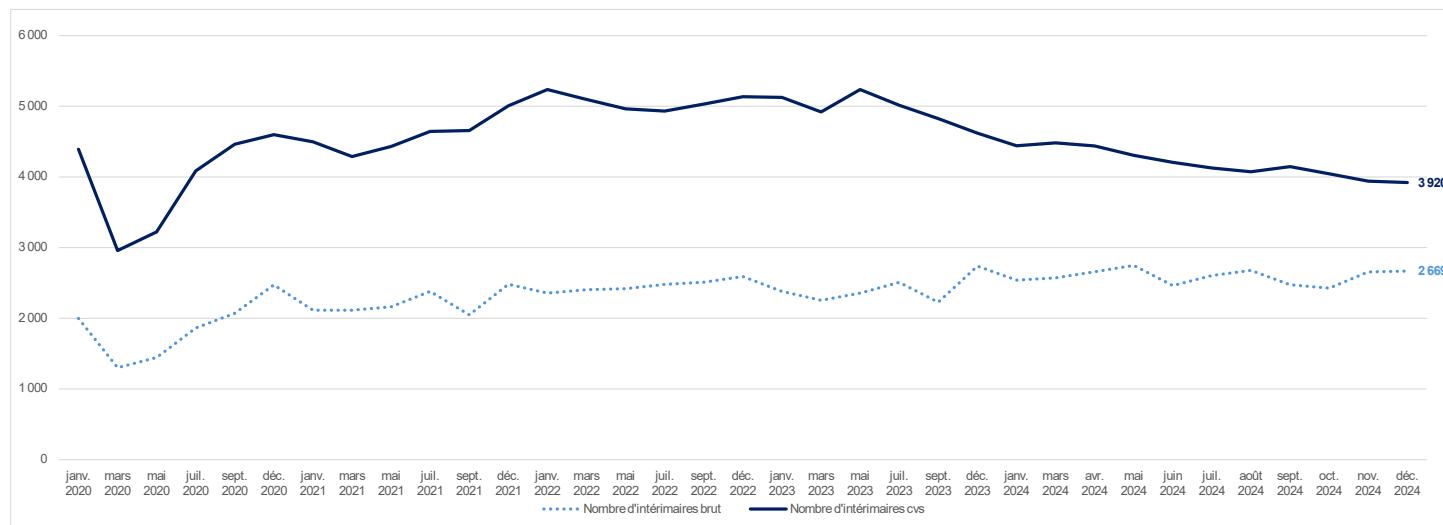
Les quartiers prioritaires de la politique de la ville



Source(s) : SIG Politique de la Ville 2024_ Mise à jour le 7 février 2025 _ Traitement Sese- Deets de la Martinique

L'intérim

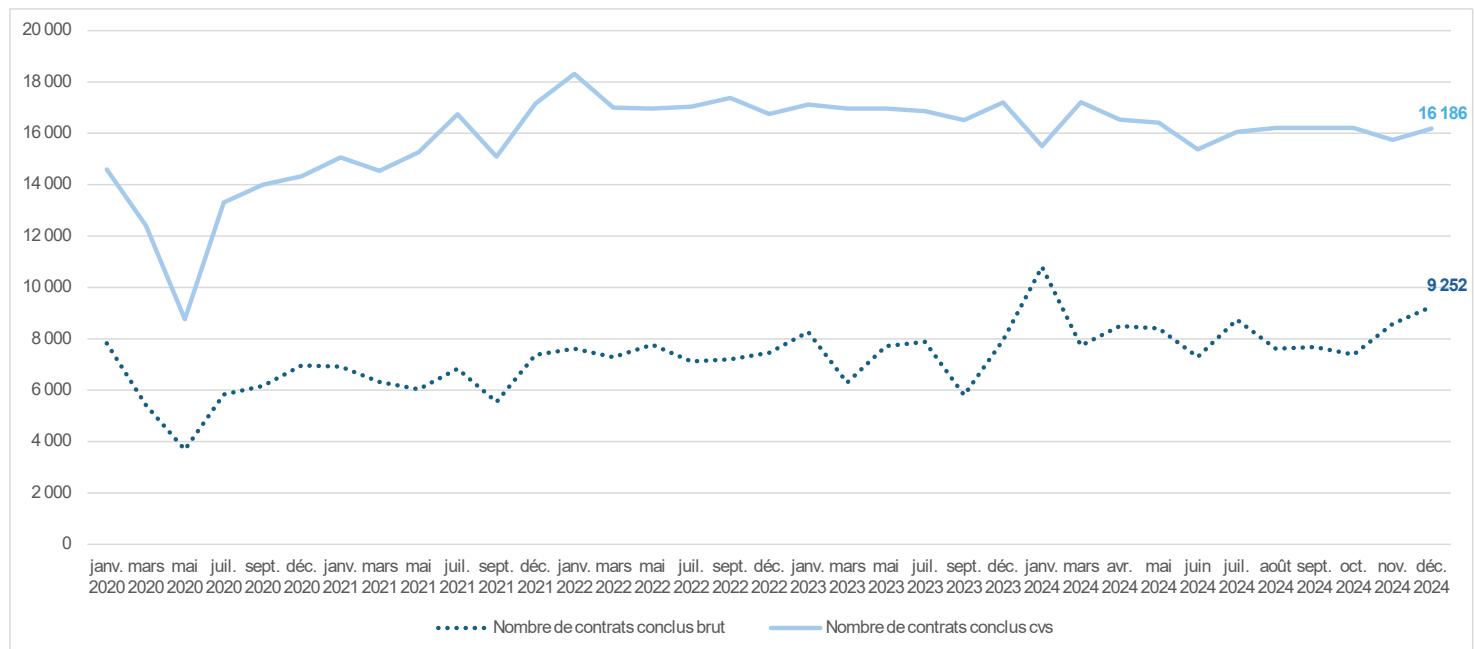
Évolution du nombre d'intérimaires entre 2020 et 2024 en Martinique



Sources : Dares, exploitation des Déclarations Sociales Nominatives (DSN) et des fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim, extraction Mars 2024.

L'intérim

Évolution du nombre de contrats conclus entre 2020 et 2024 en Martinique



Sources : Dares, exploitation des Déclarations Sociales Nominatives (DSN) et des fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim, extraction Mars 2024.

L'intérim

Évolution trimestrielle de l'intérim entre 2020 et 2023 en Martinique (données CVS)

Trimestres	Nombre d'intérimaires	Volume de travail temporaire en ETP	Taux de recours
T1 2020	1 350	2 019	1,1%
T2 2020	1 702	1 414	1,4%
T3 2020	2 104	2 020	1,7%
T4 2020	2 219	2 275	1,8%
T1 2021	2 201	2 229	1,7%
T2 2021	2 244	2 269	1,8%
T3 2021	2 079	2 271	1,6%
T4 2021	2 256	2 308	1,7%
T1 2022	2 506	2 549	1,9%
T2 2022	2 517	2 587	1,9%
T3 2022	2 551	2 617	2,0%
T4 2022	2 396	2 622	1,8%
T1 2023	2 343	2 524	1,8%
T2 2023	2 463	2 504	1,9%
T3 2023	2 272	2 430	1,7%
T4 2023	2 573	2 643	1,9%
T1 2024	2 648	2 728	2,0%
T2 2024	2 535	2 742	1,9%
T3 2024	2 525	2 672	1,9%
T4 2024	2 515	2 594	1,9%

CVS : Corriger les variations saisonnières

Sources : Dares, exploitation des Déclarations Sociales Nominatives (DSN) et des fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim, extraction Mars 2024.

L'intérim

L'intérim par secteur d'activité en Martinique en décembre 2024 (données CVS)

	Nombre d'intérimaires	Volume de travail temporaire en ETP	Nombre de contrats conclus
Agriculture, sylviculture et pêche	12	13	63
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	513	511	2 016
Construction	446	408	415
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	1 126	1 239	5 043
Information et communication	10	7	18
Activités financières et d'assurance	11	11	18
Activités immobilières	10	14	45
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	277	293	801
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	97	82	123
Autres activités de services	13	13	70
Ensemble	2 515	2 592	8 612

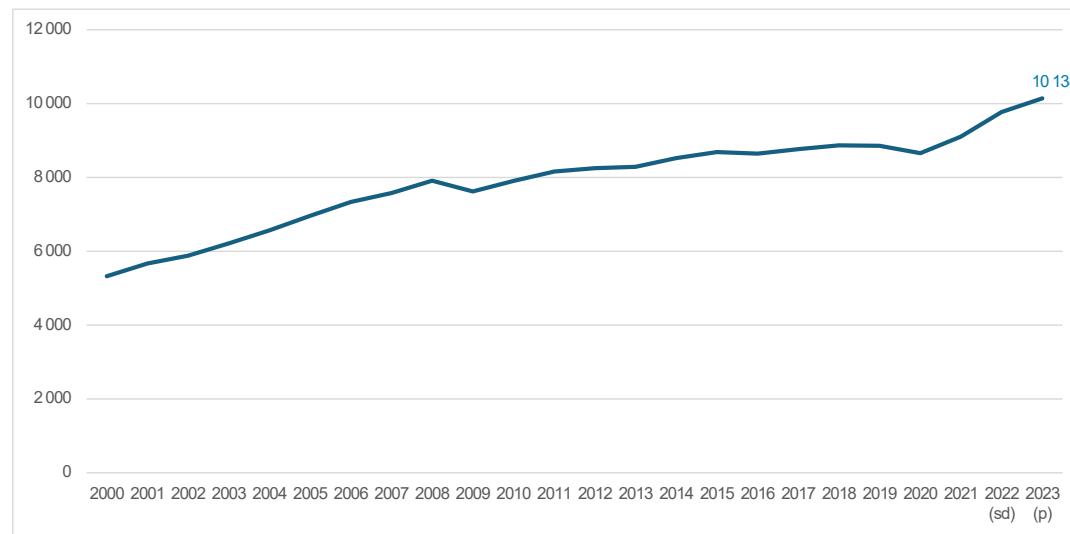
Sources : Dares, exploitation des Déclarations Sociales Nominatives (DSN) et des fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim, extraction Mars 2024.



ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Le produit intérieur brut (PIB)

En 2023, le PIB en valeur est de 10 138 millions d'euros en Martinique
Évolution du PIB/habitant avec comparaison au niveau national



sd : semi-définitive p : provisoire

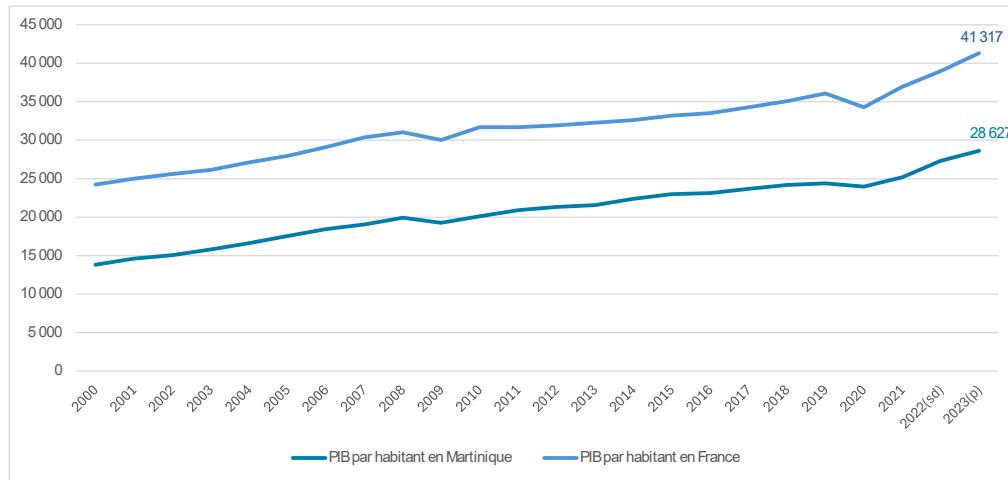
Note : Le total « France » ne correspond pas au PIB national au sens de la comptabilité nationale. Le champ de la comptabilité nationale correspond au champ économique de la France d'après le système européen des comptes, soit la France métropolitaine, les régions ultrapériphériques (RUP) ainsi que le « hors territoire » (activités françaises sur le territoire extrarégional – cas des ambassades, des bases militaires et scientifiques, etc.).

Champ : En comptabilité nationale, le champ économique de la France comprend le territoire de Saint-Martin, qui est inclus à la Guadeloupe dans le cadre des comptes régionaux.
Source : Comptes régionaux (base 2020)

Le produit intérieur brut (PIB)

Un PIB par habitant de 28 627 € en Martinique contre 41 317 € en France en 2023

Évolution du PIB/habitant avec comparaison au niveau national



sd : semi-définitive p : provisoire

Aucune population n'est rattachée au territoire extrarégional français (cas des ambassades, bases militaires et scientifiques, etc.), on ne peut donc pas calculer de PIB par habitant pour le territoire extrarégional. La différence entre le total «France» et le total «Territoire économique de la France» correspond au PIB du territoire extra-régional, divisé par la population française.

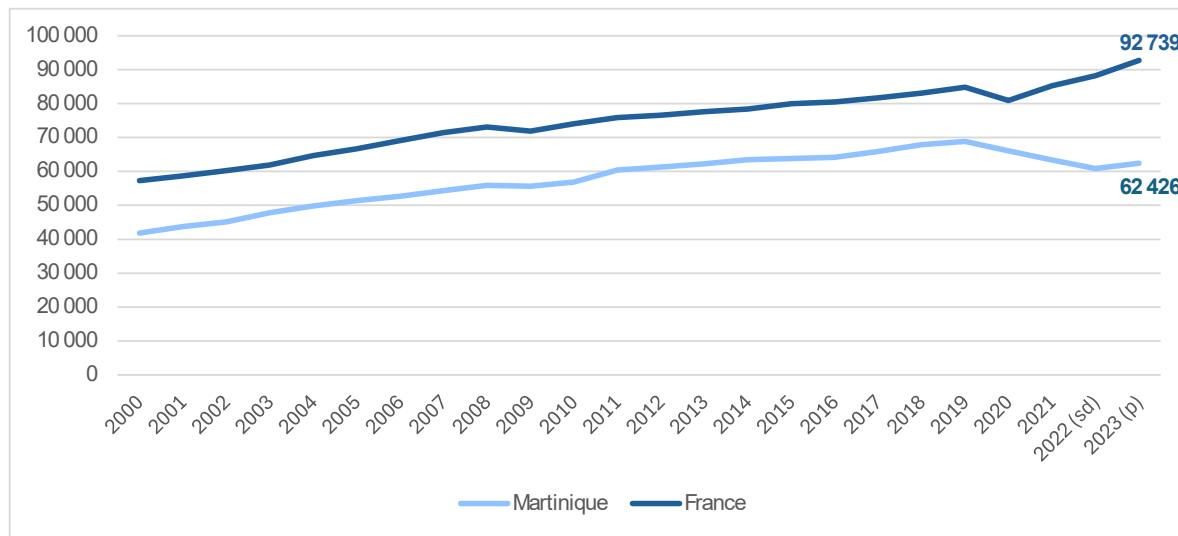
Champ : En comptabilité nationale, le champ économique de la France comprend le territoire de Saint-Martin, qui est inclus à la Guadeloupe dans le cadre des comptes régionaux.

Source : Comptes régionaux (base 2020)

Le produit intérieur brut (PIB)

En 2023, le PIB par emploi de la Martinique est de 62 426 euros

Évolution du PIB par emploi (en euros) de la Martinique



sd : semi-définitive p : provisoire

Les données antérieures à 2015 (de 1990 à 2015) sont en base 2010 des comptes nationaux.

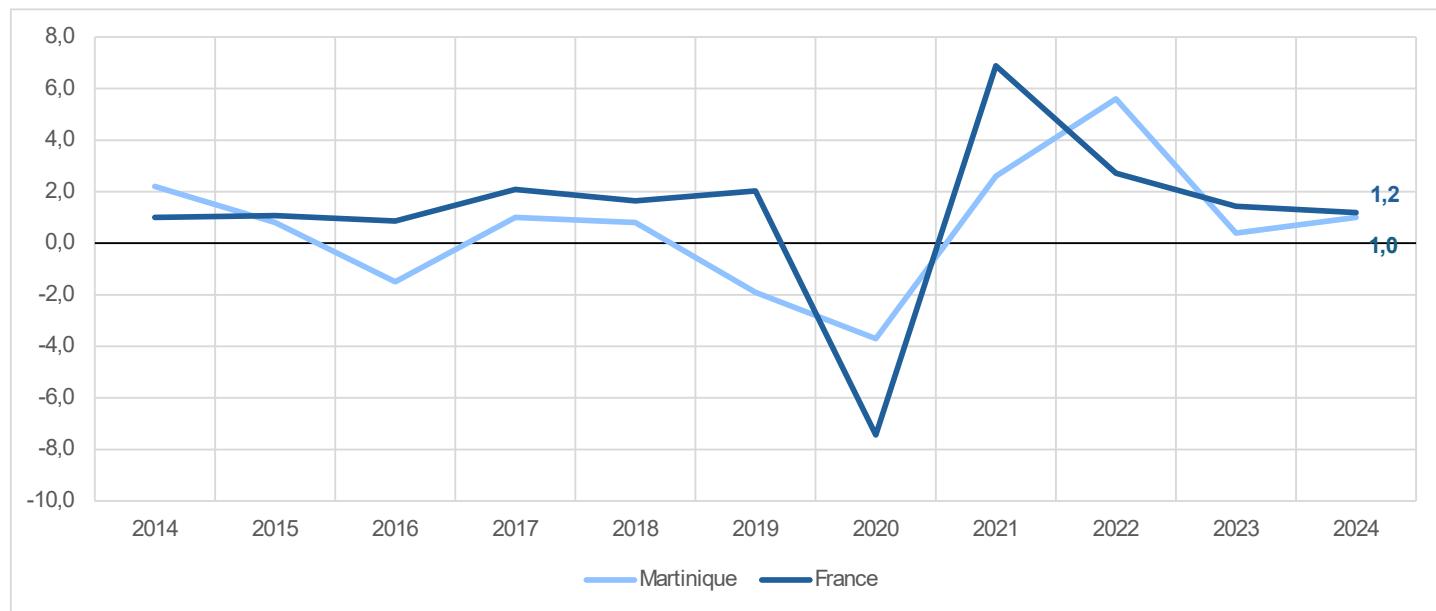
Celles de 2015 à 2020 sont en base 2014. Les données 2021 sont demi-définitives et celles de 2022 sont provisoires.

A partir de l'exercice 2008 a été mis en place un nouveau dispositif d'élaboration des statistiques annuelles d'entreprise (ESANE). Ce changement de dispositif génère des ruptures de niveau des résultats produits, le passage entre les années 2007 et 2008 peut présenter des évolutions chaotiques inhérentes à l'évolution de cette source.

Sources : Insee - Produits intérieurs bruts régionaux et valeurs ajoutées régionales.

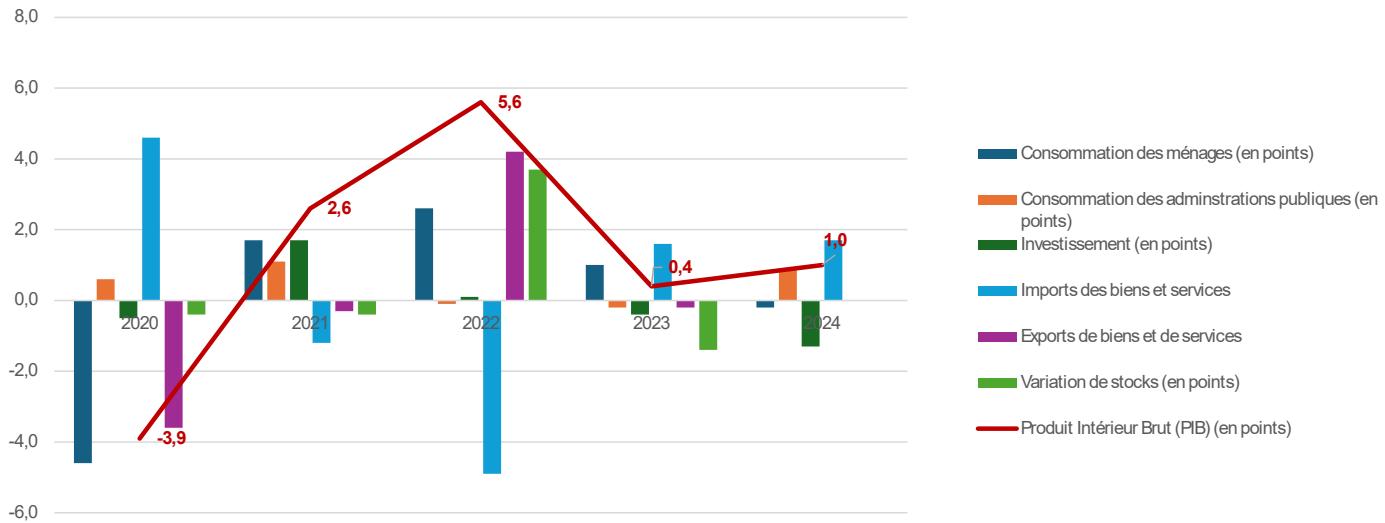
Le produit intérieur brut (PIB)

En 2024, le PIB de la Martinique augmente de 1,0 % en volume
Évolution du taux de croissance du PIB en volume à la Martinique et en France



Le produit intérieur brut (PIB)

Évolution du taux de croissance du PIB en volume et contributions à cette évolution en Martinique



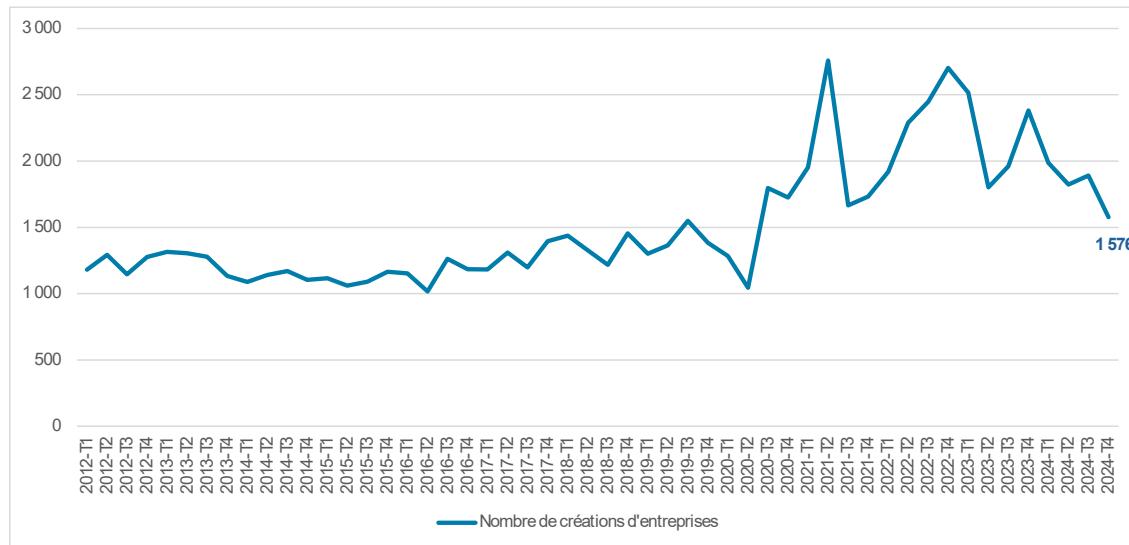
Lecture : En 2024, le PIB de la Martinique augmente de 1,0 % en volume (hors effet prix) par rapport à 2023. La consommation publique contribue à hauteur de 0,9 point à la croissance.
Sources : comptes nationaux, base 2020

Les créations d'entreprises en Martinique

7 276 entreprises créées en 2024 en Martinique

1 576 entreprises créées au quatrième trimestre 2024

Évolution trimestrielle du nombre de créations d'entreprises



Note : données trimestrielles corrigées des variations saisonnières (CVS) pour les créations d'entreprises.

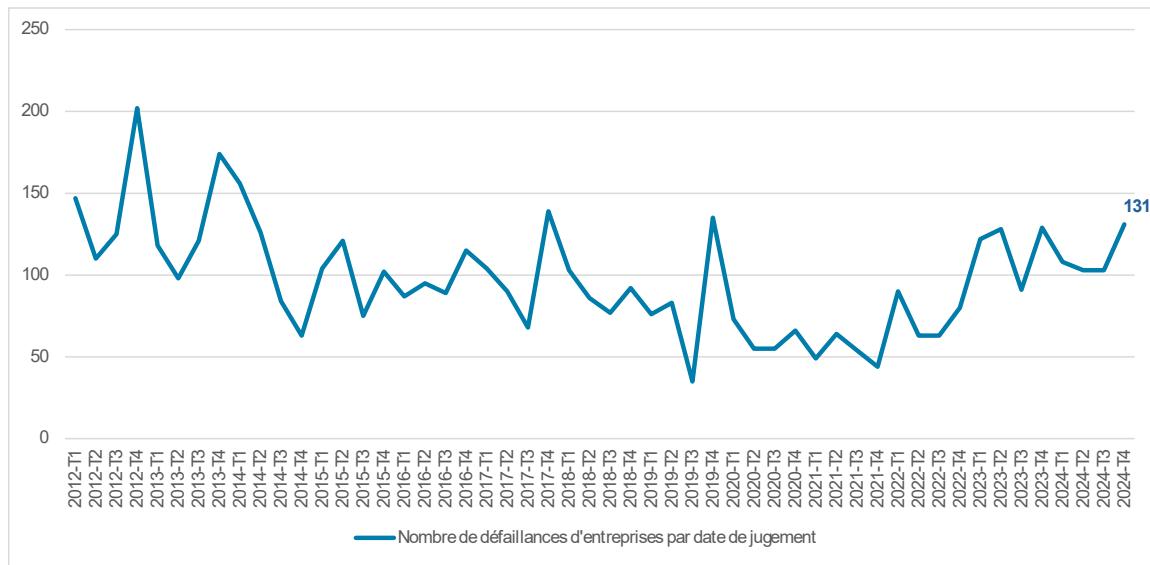
Champ : Secteurs de l'industrie, de la construction, du commerce et des services

Source : Insee, Système d'information sur la démographie d'entreprises (SIDE)

Les défaillances d'entreprises en Martinique

131 défaillances entreprises enregistrées au quatrième trimestre 2024

Évolution trimestrielle du nombre de défaillances d'entreprises



Note : données trimestrielles corrigées des variations saisonnières (CVS) pour les défaillances d'entreprises.

Champ : Secteurs de l'industrie, de la construction, du commerce et des services

Source : Insee, Système d'information sur la démographie d'entreprises (SIDE)

Les entreprises martiniquaises

Nombre d'unités légales économiquement actives en 2023

	Nombre	%
Ensemble	46 508	100,0
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	2 034	4,4
Construction	3 119	6,7
Commerce de gros et de détail transports, hébergement et restauration	7 624	16,4
Information et communication	772	1,7
Activités financières et d'assurance	1 138	2,4
Activités immobilières	1 668	3,6
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	23 427	50,4
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	4 495	9,7
Autres activités de services	2 231	4,8

Champ : unités légales marchandes et productives non agricoles, actives économiquement dans l'année
Sources : Insee, Système d'information sur la démographie d'entreprises (SIDE) en géographie au 01/01/2025.

Les entreprises martiniquaises

Répartition des créations d'entreprises selon le secteur d'activité en Martinique en 2024

	Hors micro-entreprises	Micro-entreprises
Industrie	137	195
Construction	281	211
Commerces, Transports, Hébergement et Restauration	734	768
Autres activités de services	3 121	1 830

Les entreprises martiniquaises

Répartition du nombre de salariés et d'établissements Martiniquais selon les zones d'emploi en 2023

Zone d'emploi	Nombre	Particuliers employeurs %	Etablissements publics	Nombre	Equivalent temps plein (ETP)	Publics (ETP) %
Le Centre agglomération	11 769	39%	2%	86 810	75 169,8	35%
Le Centre-Atlantique	3 326	57%	2%	13 706	10 666,0	38%
Le Nord-Atlantique	960	55%	4%	4 115	3 290,9	39%
Le Nord-Caraïbe	1 218	52%	4%	6 138	4 884,6	36%
Le Sud	2 989	54%	2%	11 405	8 775,9	33%
Le Sud-Caraïbe	4 457	47%	2%	18 302	14 648,6	25%
Martinique	24 719	46%	2%	140 476	117 435,8	34%

Champ : Les effectifs sont présentés en fin d'année et tous les postes de l'établissement sont pris en compte. Les établissements de la défense sont exclus (salariés civils et militaires). Un établissement est inclus dans le fichier s'il a eu au moins un salarié pendant l'année N ou N-1.
 Source : Insee, Flores (Fichiers Localisé des Rémunerations et de l'Emploi Salarié)

Les établissements martiniquais économiquement actifs

Nombre d'établissements économiquement actifs en 2021

	Nombre	%
Ensemble	49 124	100,0
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	2 172	4,4
Construction	3 201	6,5
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	8 347	17
Information et communication	854	1,7
Activités financières et d'assurance	1 367	2,8
Activités immobilières	1 709	3,5
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	24 235	49,3
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	4 898	10
Autres activités de services	2 341	4,8

Champ : établissements non agricoles appartenant à des unités légales marchandes et productives actifs économiquement dans l'année
Source : Insee, Système d'information sur la démographie d'entreprises (SIDE) en géographie au 01/01/2024

Les établissements ayant au moins un salarié

Répartition du nombre d'établissements Martiniquais selon les zones d'emploi et les secteurs d'activité en 2023

	Agriculture	Industrie	Construction	Commerce	Autres services marchands	Services non marchands
Le Centre-Atlantique	74	143	180	277	2 105	547
Le Centre agglomération	71	495	603	1 510	7 322	1 768
Le Nord-Atlantique	116	15	39	50	595	145
Le Nord-Caraïbe	59	43	56	79	835	146
Le Sud	91	110	170	221	1 823	574
Le Sud-Caraïbe	79	235	299	448	2 429	967
Martinique	490	1 041	1 347	2 585	15 109	4 147

Champ : Les effectifs sont présentés en fin d'année et tous les postes de l'établissement sont pris en compte. Les établissements de la défense sont exclus (salariés civils et militaires). Un établissement est inclus dans le fichier s'il a eu au moins un salarié pendant l'année N ou N-1.

NB: Il se peut que le secteur d'activité de l'établissement ne soit pas renseigné dans la base.

Les particuliers employeurs sont inclus dans la base.

Source : Insee, Flores (Fichiers Localisé des Rémunérations et de l'Emploi Salarié)

Les établissements ayant un salarié

Établissements par secteur d'activité agrégé et tranche d'effectifs fin 2023

Secteur d'activité	Total	%	0 salarié	1 à 9 salarié(s)	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 salariés ou plus
Ensemble	13 347	100	1 541	9 463	1 260	663	420
Agriculture, sylviculture et pêche	490	3,7	62	328	36	47	17
Industrie	1 041	7,8	87	713	134	78	29
Construction	1 347	10,1	255	952	88	39	13
Commerce, transports, services divers	8 730	65,4	1 024	6 528	718	320	140
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	1 739	13	113	942	284	179	221

Champ : établissements employeurs durant l'année et actifs la dernière semaine de décembre hors secteur de la défense et hors particuliers employeurs.

Les effectifs salariés correspondent ici aux postes présents durant la dernière semaine de décembre.

Source : Insee, Fichier localisé des rémunérations et de l'emploi salarié (Flores) en géographie au 01/01/2025.

Les établissements actifs employeurs

Fin 2023, 11 372 particuliers employeurs en Martinique

Répartition des particuliers employeurs fin 2023

	Nombre	%
Particuliers employeurs	11 372	100
Employeurs d'assistantes maternelles	2 233	19,6
Employeurs d'autres salariés	9 139	80,4

Champ : particuliers employeurs

Source : Insee, Flores (Fichier localisé des rémunérations et de l'emploi salarié)en géographie au 01/01/2025.

L'emploi associatif

Part de l'emploi associatif en ETP sur l'emploi total en 2023 : 7,6 %

L'emploi associatif en Martinique à la fin de l'année 2023

	Nombre d'établissements associatifs	Nombre de salariés
Action sociale	250	5 124
Activités sportives, récréatives et de loisirs	131	610
Arts spectacles et activités récréatives	75	397
Autres établissements associatifs	436	2 970
Enseignement	82	1 525
Santé humaine	27	546
Total	1 001	11 172

Champ : ensemble des associations qui ont au moins un salarié durant l'année 2023
Source : Insee, Flores (Fichier Localisé des Rémunérations et de l'Emploi Salarié)

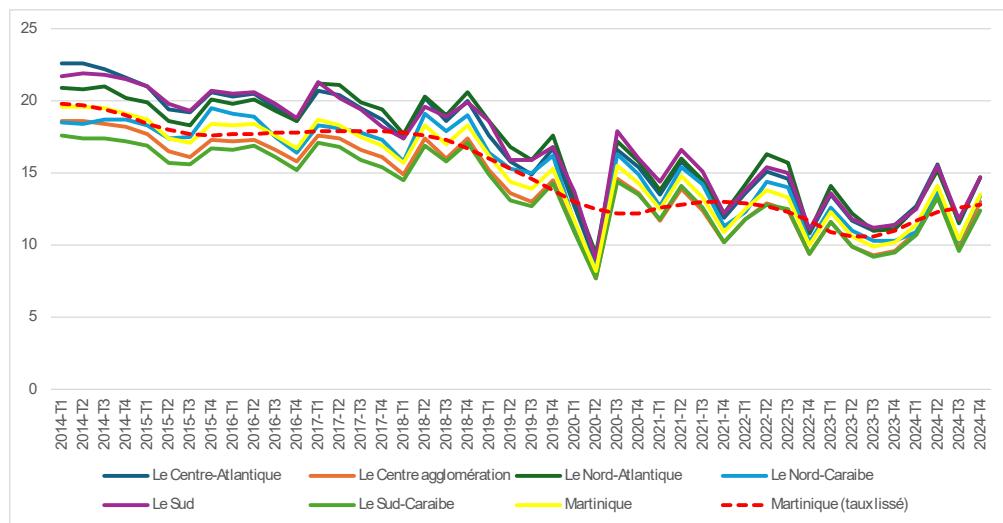


MARCHÉ DU TRAVAIL

Le taux de chômage en Martinique

Évolution trimestrielle du taux de chômage en Martinique selon les zones d'emploi

Un taux de chômage de
13,5%
 au 4ème trimestre 2024



Notes : données trimestrielles CVS

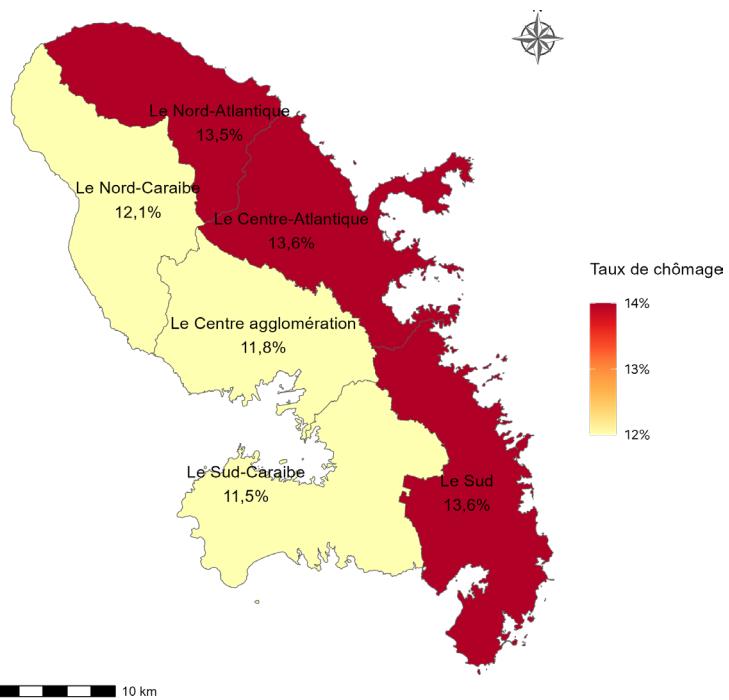
Avertissement : dans les DOM, contrairement aux départements de métropole, les séries de taux de chômage localisés sont directement issues d'une enquête par sondage. En conséquence, une part d'aléa est susceptible d'introduire du bruit à court terme dans les données. Dans les notes de conjoncture régionales, les séries de taux de chômage localisés sont ainsi complétées par des séries lissées représentant la tendance annuelle sous-jacente. Pour étudier les effets structurels et de long terme, les séries de taux de chômage en moyenne annuelle sont à privilégier.

Sources : Insee, Enquête Emploi et Taux de chômage localisé 2024

Le taux de chômage en Martinique

Taux de chômage annuel moyen par zone d'emploi en 2024

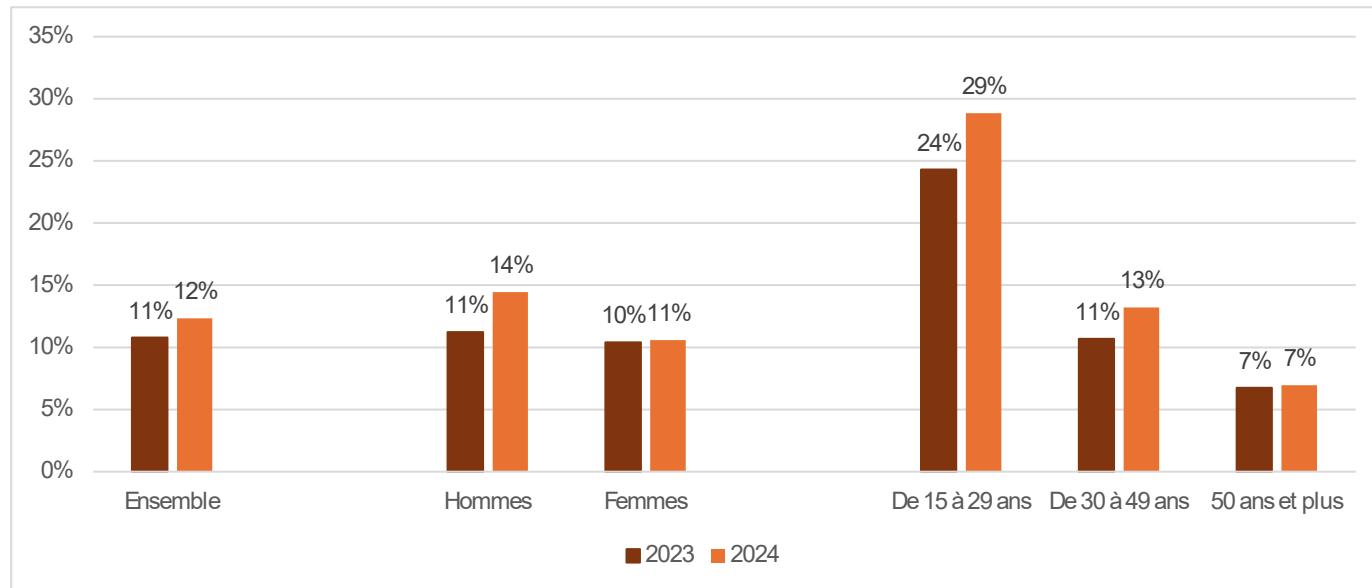
Un taux de chômage annuel de
12,3%
en moyenne en 2024



Sources : Insee, Enquête Emploi et Taux de chômage localisé 2024

Le taux de chômage en Martinique

Taux de chômage au sens du BIT selon le sexe et l'âge en 2023 et en 2024



Note : En 2021, l'Enquête Emploi a connu une refonte majeure. Son questionnaire a été rénové afin, d'une part, de conformer au nouveau règlement européen sur les statistiques sociales qui l'encadre et, d'autre part, de mieux répondre aux besoins des utilisateurs et aux enjeux du marché du travail. Son protocole de collecte a également été modernisé (possibilité de répondre par internet et réinterrogation) et sa méthode de pondération revue. Cette refonte peut engendrer des ruptures de séries sur certains indicateurs.

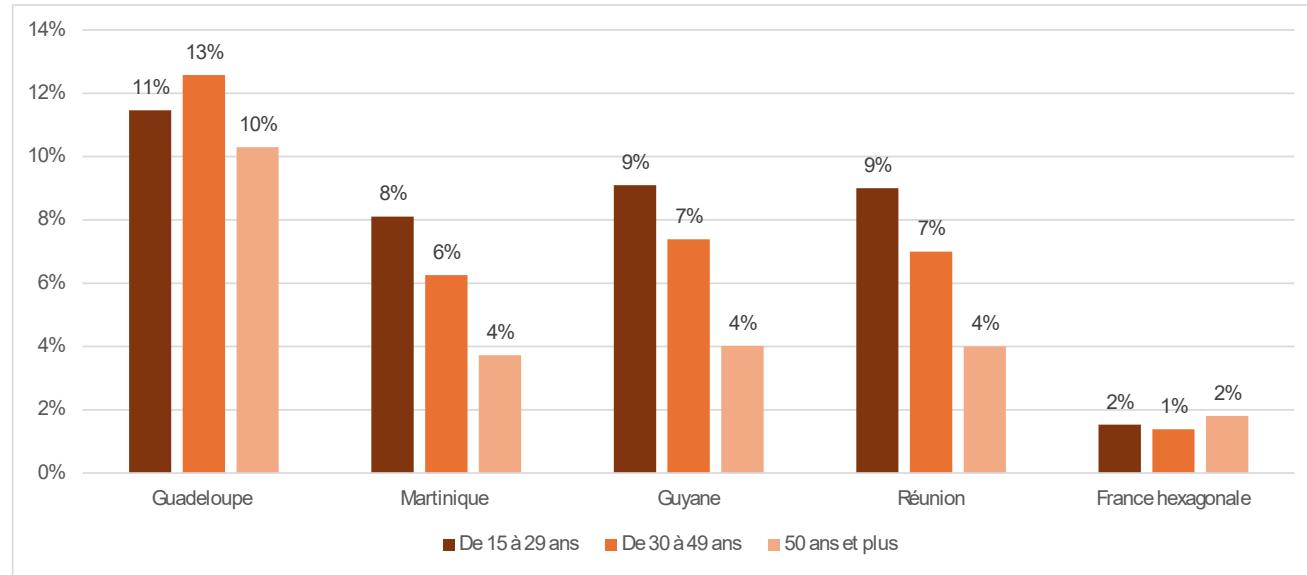
Lecture : En Martinique en 2024, 29 % des actifs de 15 à 29 ans sont au chômage.

Champ : Personnes vivant en logement ordinaire de 15 ans ou plus.

Source: Insee, Enquêtes Emploi 2024

Le taux de chômage en Martinique

Le taux de chômage de longue durée (d'au moins d'un an) en 2024

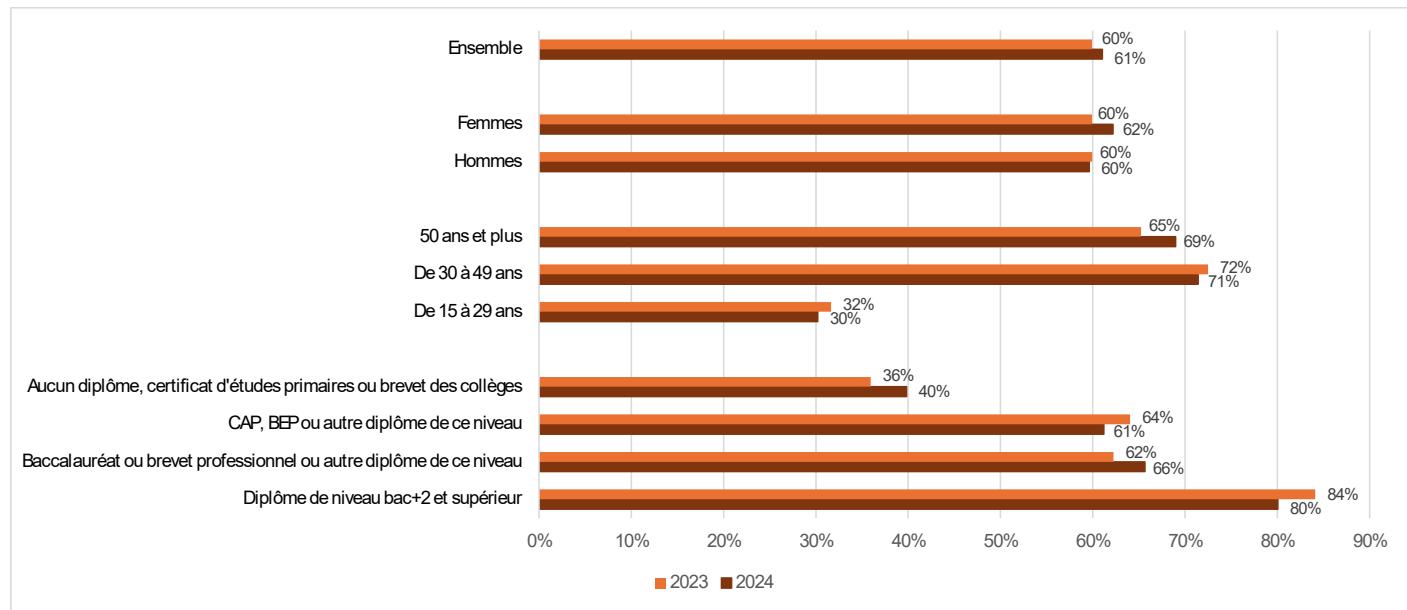


Lecture : En Martinique, en 2023, 11 % des actifs âgés de 15 à 29 ans sont au chômage depuis plus d'un an. Ils représentent 45 % de l'ensemble des personnes âgées de 15 à 29 ans au chômage
Champ : Personnes vivant en logement ordinaire de 15 ans ou plus.

Source : Insee, enquête Emploi

Le taux d'emploi en Martinique

Le taux d'emploi des 15-64 ans selon les caractéristiques des personnes en emploi de 2023 à 2024



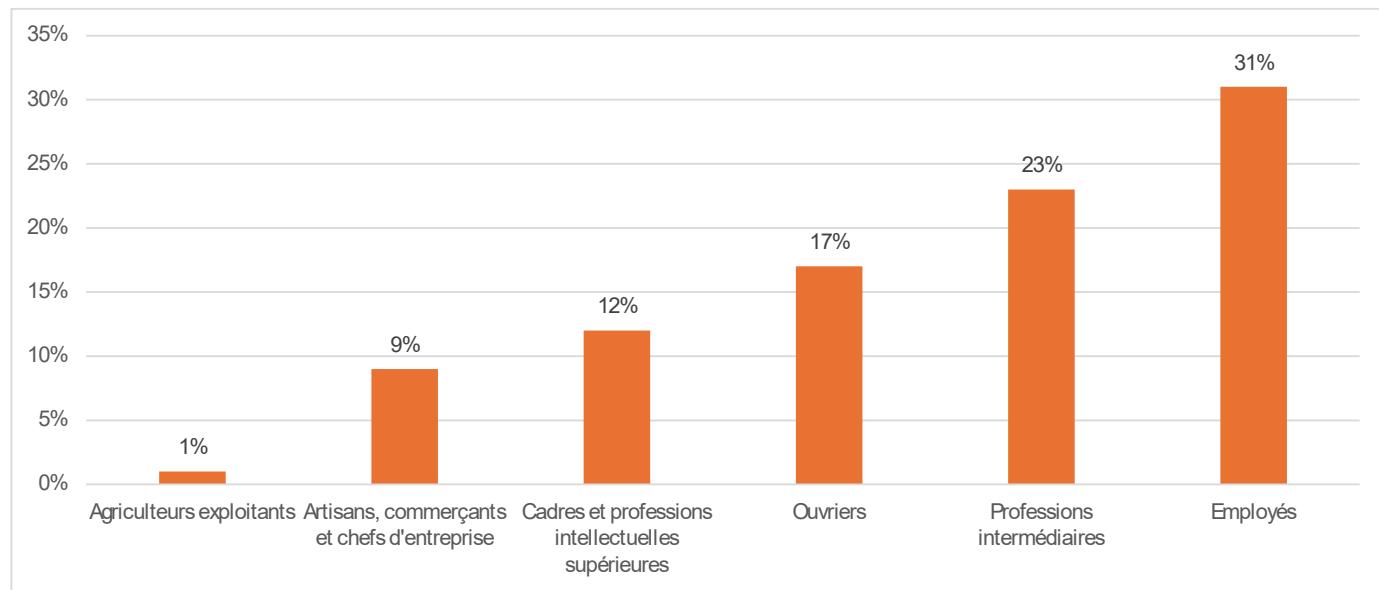
Lecture : En Martinique en 2024, 62 % des femmes de 15 à 64 ans occupent un emploi au sens du BIT.

Champ : Personnes vivant en logement ordinaire, de 15 ans ou plus.

Source : Insee, enquête Emploi 2024

Le taux d'emploi en Martinique

Le taux d'emploi des 15-64 ans selon les catégories socioprofessionnelles des personnes en emploi en 2024



Note : Le total n'est pas égal à 100%, 7% des données ne sont pas renseignées.

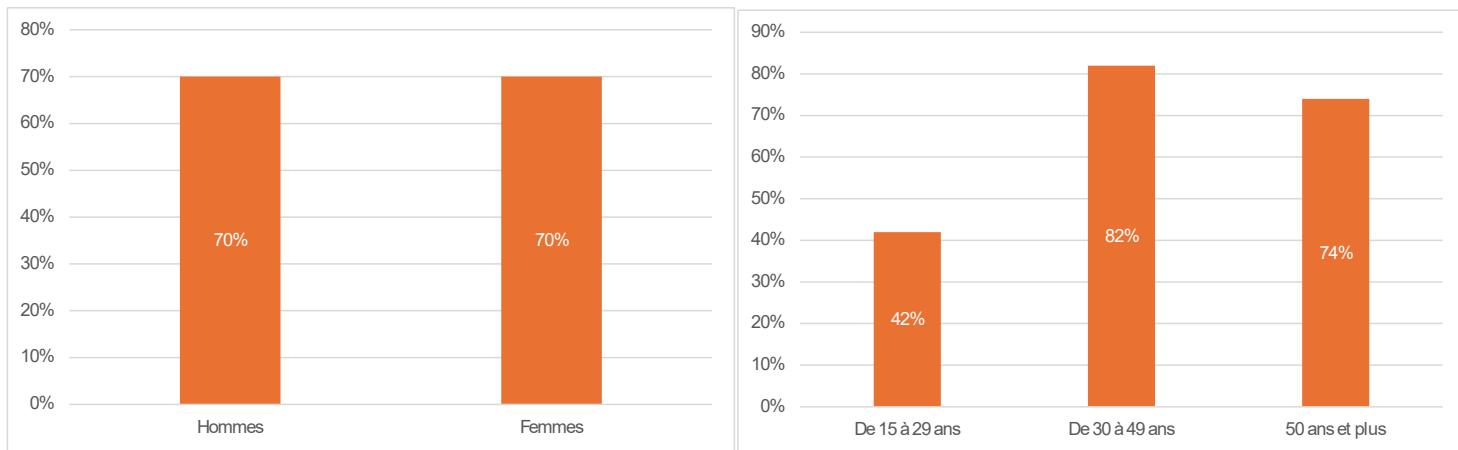
Lecture : En Martinique en 2024, 9 % des personnes de 15 ans ou plus en emploi sont artisans, commerçants ou chefs d'entreprise.

Champ : Personnes vivant en logement ordinaire, de 15 ans ou plus.

Source : Insee, enquêtes Emploi

Le taux d'activité en Martinique

Le taux d'activité au sens du BIT des 15-64 ans selon le sexe et l'âge en 2024



En 2021, l'enquête Emploi a connu une refonte majeure. Son questionnaire a été rénové afin, d'une part, de se conformer au nouveau règlement européen sur les statistiques sociales qui l'encadre et, d'autre part, de mieux répondre aux besoins de ses utilisateurs et aux nouveaux enjeux du marché du travail. Son protocole de collecte a également été modernisé (possibilité de répondre par Internet en réinterrogation) et sa méthode de pondération revue. Cette refonte peut engendrer des ruptures de séries sur certains indicateurs.

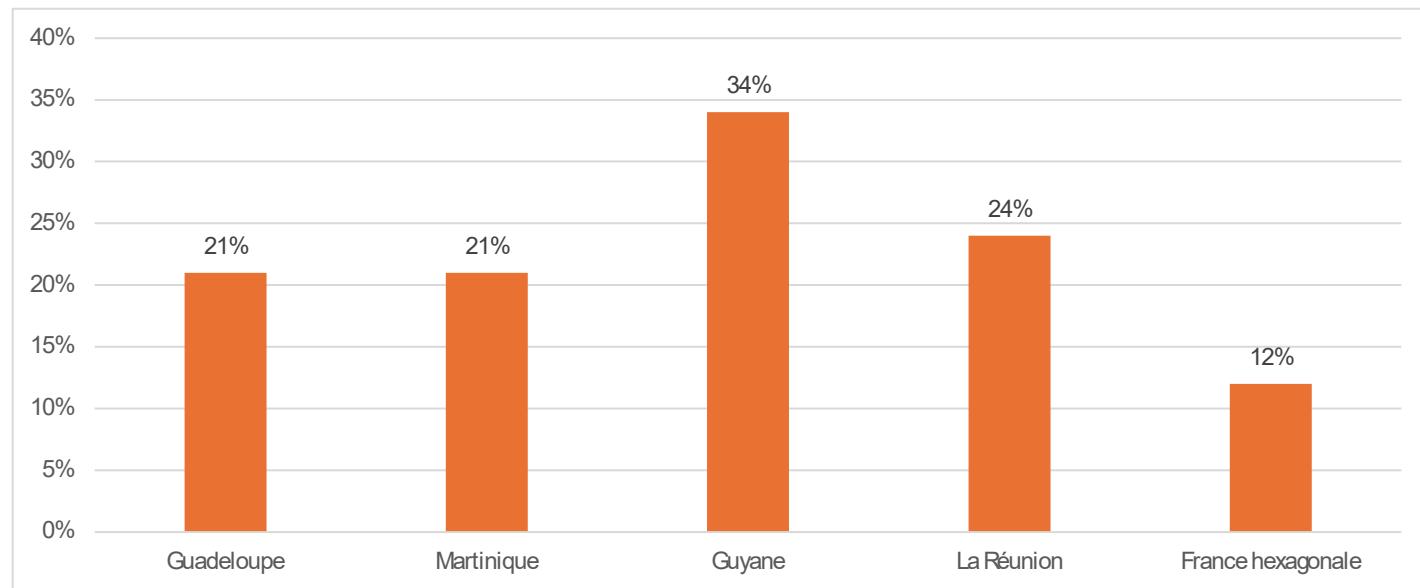
Lecture : En Martinique en 2024, 70 % des personnes de 15 à 64 ans sont actives (en emploi ou au chômage).

Champ : Personnes vivant en logement ordinaire, de 15 ans ou plus.

Source : Insee, enquêtes Emploi

Le taux d'activité en Martinique

Taux des jeunes de 15 à 29 ans ni emploi au sens du BIT, ni en études, ni en formation (NEET) en 2024 (%)



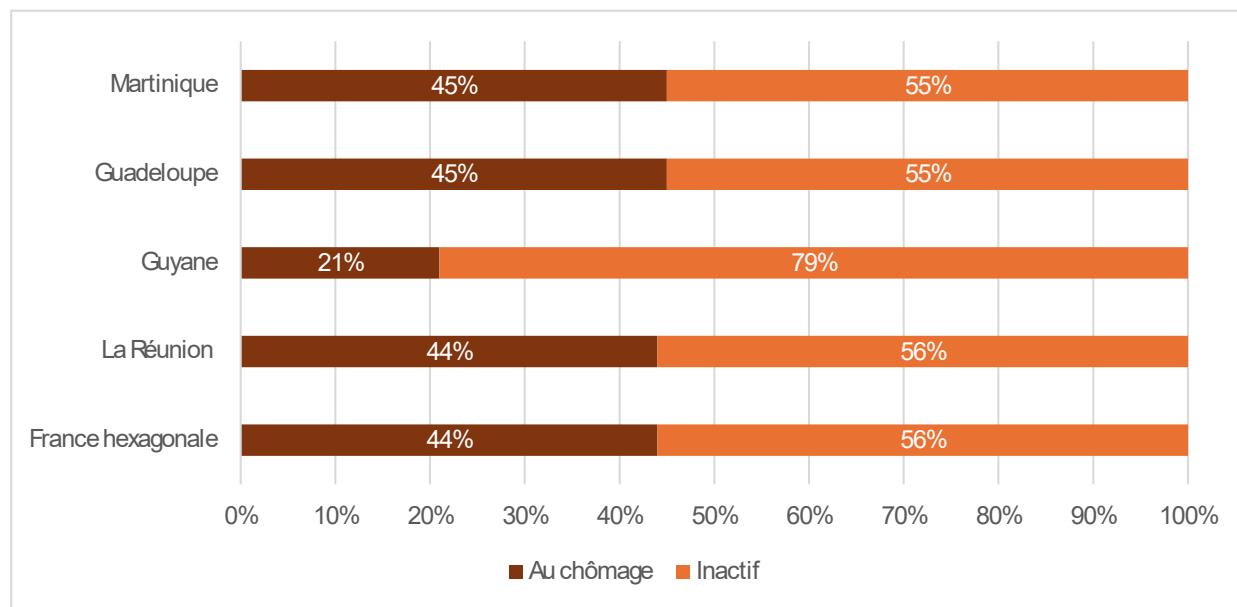
Lecture : En Martinique en 2024, 21 % des jeunes de 15 à 29 ans ne sont ni en emploi au sens du BIT, ni en études, ni en formation.

Champ : Personnes vivant en logement ordinaire, de 15 à 29 ans, restreint géographiquement pour la Guyane.

Source : Insee, enquêtes Emploi

Le taux d'activité en Martinique

Taux des jeunes de 15 à 29 ans ni emploi au sens du BIT, ni en études, ni en formation (NEET) selon l'activité en 2024 (%)



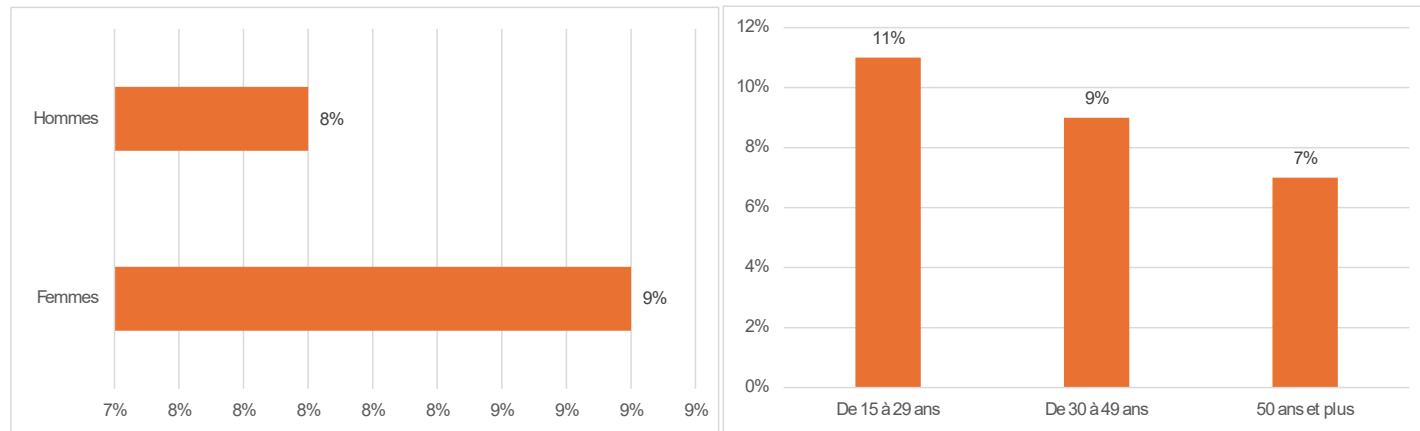
Lecture : En 2024, en Martinique, parmi les NEETS 45 % sont au chômage et 55 % sont inactifs.

Champ : Personnes vivant en logement ordinaire, de 15 à 29 ans, restreint géographiquement pour la Guyane.

Source : Insee, enquêtes Emploi

Le taux d'activité en Martinique

Taux du halo du chômage au sens du BIT des 15-64 ans, selon le sexe et l'âge en 2024



En 2021, l'enquête Emploi a connu une refonte majeure. Son questionnaire a été rénové afin, d'une part, de se conformer au nouveau règlement européen sur les statistiques sociales qui l'encadre et, d'autre part, de mieux répondre aux besoins de ses utilisateurs et aux nouveaux enjeux du marché du travail. Son protocole de collecte a également été modernisé (possibilité de répondre par Internet en réinterrogation) et sa méthode de pondération revue. Cette refonte peut engendrer des ruptures de séries sur certains indicateurs.

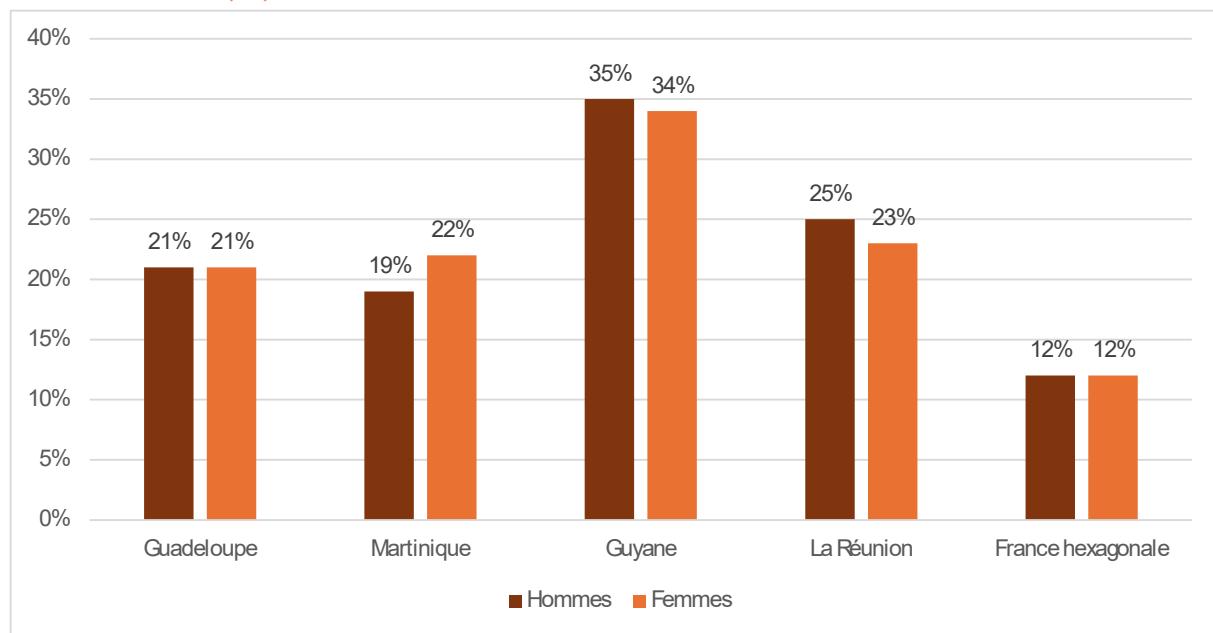
Lecture : En Martinique en 2024, 9 % des femmes de 15 à 64 ans sont dans le halo du chômage.

Champ : Personnes vivant en logement ordinaire, de 15 à 64 ans.

Source : Insee, enquêtes Emploi

Le taux d'activité en Martinique

Taux des jeunes de 15 à 29 ans ni emploi au sens du BIT, ni en études, ni en formation (NEET) selon le sexe en 2024 (%)



Lecture : En Martinique, 19 % des jeunes de 15 à 29 ans hommes ne sont ni en emploi au sens du BIT, ni en études, ni en formation .

Champ : Personnes vivant en logement ordinaire, de 15 à 29 ans, restreint géographiquement pour la Guyane.

Source : Insee, enquêtes Emploi

Le taux d'activité en Martinique

Répartition des personnes inactives au sens du BIT de 15 à 64 ans par âge, par niveau de diplôme et souhait de travailler en 2024 (%)

	Ensemble	Hommes	Femmes
Ensemble	100	100	100
De 15 à 29 ans	48	40	43
De 30 à 49 ans	16	24	21
50 ans et plus	36	35	36
Diplôme de niveau bac + 2 et supérieur	7	14	11
Baccalauréat ou brevet professionnel ou autre diplôme de ce niveau	17	20	19
CAP, BEP ou autre diplôme de ce niveau	21	17	19
Aucun diplôme, certificat d'études primaires ou brevet des collèges	55	48	51
Souhaite travailler, a recherché un emploi ou en a déjà un	27	30	29
Ne souhaite pas travailler	73	70	71
dont :			
<i>Fait des études ou suit une formation</i>	47	38	42
<i>A des problèmes de santé</i>	29	25	27

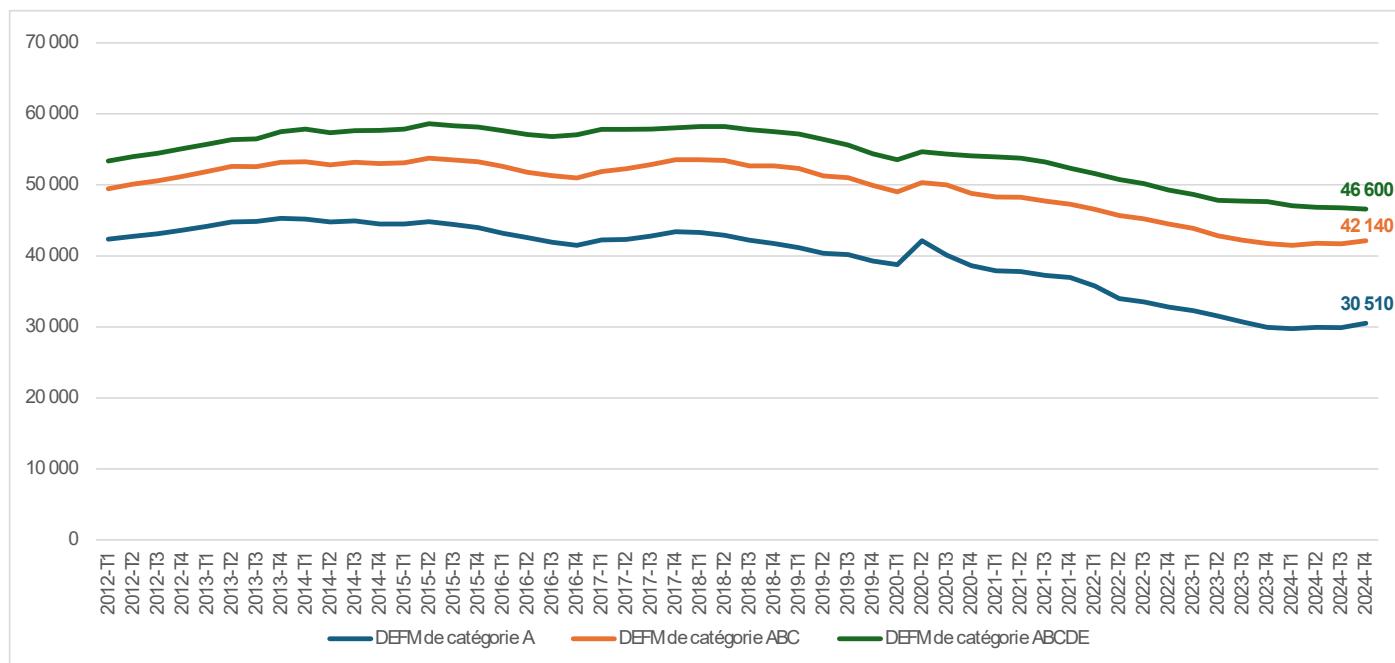
Lecture : En Martinique en 2024, parmi les personnes de 15 à 64 ans inactives au sens du BIT, 43 % ont entre 15 et 29 ans, 11 % ont un diplôme de niveau bac + 2 ou supérieur, 29 % souhaitent travailler ou ont recherché un emploi ou en ont déjà un.

Champ : Personnes vivant en logement ordinaire, de 15 à 64 ans.

Source : Insee, enquête Emploi

Les demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM)

Évolution trimestrielle du nombre de demandeurs d'emploi en Martinique



Source : France travail - Dares, STMT données CVS 2024, traitements Dares - Deets de Martinique

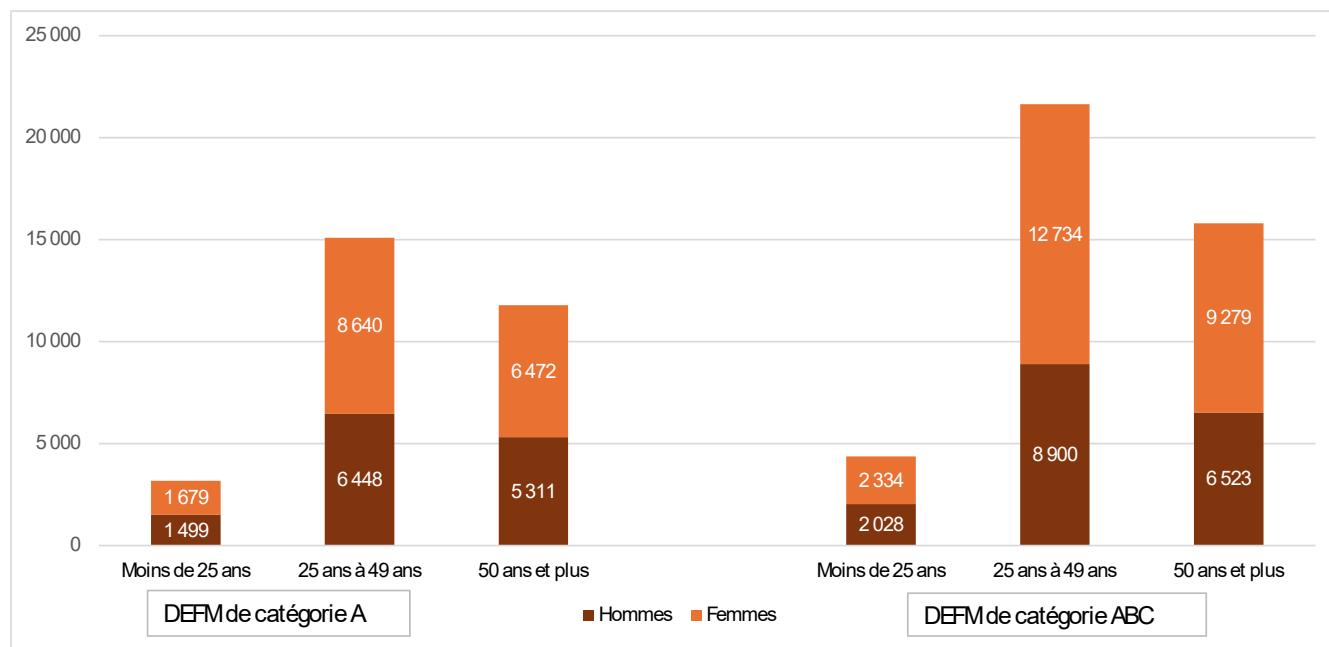
Les demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM)

Nombre moyen de DEFM de catégorie A et ABC en 2024

Catégorie	Hommes	Femmes
A	13 258	16 791
ABC	17 451	24 348

Les demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM)

Nombre moyen de DEFM de catégorie A et ABC en Martinique selon le sexe et l'âge en 2024



Les demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) par zone d'emploi

Nombre moyen de DEFM de catégorie A en Martinique selon la tranche d'âge et par zone d'emploi en 2024

Zone Emploi	DEFM de catégorie A de moins de 25 ans		DEFM de catégorie A de 25 à 49 ans		DEFM de catégorie A de 50 ans ou plus	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Le Centre-Atlantique	630	709	2 760	3 716	2 052	2 464
Le Centre agglomération	234	291	1 115	1 500	910	1 075
Le Nord-Atlantique	218	227	926	1 232	894	1 081
Le Nord-Caraïbe	274	290	1 064	1 447	923	1 235
Le Sud	85	89	320	400	285	294
Le Sud-Caraïbe	58	74	262	346	248	323

Les demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) par zone d'emploi

Nombre moyen de DEFMs de catégorie A en Martinique selon le sexe et par zone d'emploi en 2024

Zone Emploi	Hommes	Femmes	Total
Le Centre-Atlantique	5 441	6 889	12 330
Le Centre agglomération	2 259	2 865	5 124
Le Nord-Atlantique	2 038	2 540	4 578
Le Nord-Caraïbe	2 261	2 972	5 233
Le Sud	690	782	1 472
Le Sud-Caraïbe	568	743	1 311
Total	13 257	16 791	30 048

Les demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) par zone d'emploi

Nombre moyen de DEFM de catégorie ABC en Martinique par zone d'emploi en 2024

	Le Centre-Atlantique		Le Centre agglomération		Le Nord-Atlantique		Le Nord-Caraïbe		Le Sud		Le Sud-Caraïbe	
Age	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
DEFM de catégorie ABC de moins de 25 ans	852	1 004	317	410	304	313	353	400	112	106	89	101
DEFM de catégorie ABC de 25 à 49 ans	3 855	5 447	1 580	2 325	1 244	1 826	1 450	2 096	418	549	352	491
DEFM de catégorie ABC de 50 ans ou plus	2 530	3 525	1 137	1 634	1 101	1 546	1 119	1 711	335	394	300	468

Les demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) par zone d'emploi

Nombre moyen de DEFMs de catégorie ABC en Martinique selon le sexe et par zone d'emploi en 2024

Zone Emploi	Hommes	Femmes	Total
Le Centre-Atlantique	7 237	9 976	17 213
Le Centre agglomération	3 034	4 370	7 404
Le Nord-Atlantique	2 650	3 685	6 335
Le Nord-Caraïbe	2 923	4 208	7 131
Le Sud	865	1 049	1 914
Le Sud-Caraïbe	742	1 060	1 802
Total	17 451	24 348	41 799

Les demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) bénéficiaire de l'OETH*

Nombre de demandeurs d'emploi bénéficiaires de l'obligation d'emploi
en catégorie A,B,C au 31/12/2024

Fin 2024,

1 643

demandeurs d'emploi
bénéficiaires de
l'obligation d'emploi



HOMMES : 707 FEMMES : 936
TOTAL : 1 643

*Obligation d'emploi des travailleurs handicapés.

Source: France Travail, STMT, données brutes 2024

Les demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) bénéficiaire de l'OETH*

Nombre moyen de DEFM de catégorie ABC en Martinique bénéficiaires de l'obligation d'emploi en 2024

	Nombre	Part
Total	1 643	100%
Femmes	936	57%
Niveau inférieur au Bac	1 078	66%
Inscrits depuis au moins un an	907	55%
26 ans ou plus	1 556	95%

*Obligation d'emploi des travailleurs handicapés.

Source : France travail - Dares, STMT données brutes 2024, traitements Dares - Deets de Martinique



POLITIQUE DE L'EMPLOI

Les dispositifs de politiques de l'emploi

Nombre d'entrées des différents dispositifs de la politique de l'emploi en Martinique en 2024

	Contrats aidés				Martinique
	Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4	
CUI-CIE	90	71	54	101	316
CUI-PEC	486	313	589	536	1 924
IAE	1 069	781	836	568	3 254
Emplois francs	7	14	33	14	68

Les dispositifs de politiques de l'emploi

Nombre d'entrées des différents dispositifs de la politique de l'emploi en Martinique en 2024

Alternance					
	Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4	Martinique
Apprentissage	307	92	671	1 073	2 143
<i>dont apprentissage secteur privé</i>	287	89	658	988	2 022
Accompagnement des jeunes					
	Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4	Martinique
CEJ	1 273	1 363	1 658	675	4 969
PACEA après CEJ	312	181	219	410	1 122

Les contrats aidés

Les contrats aidés par zone d'emploi en Martinique en 2024

Zone d'emploi	CIE		PEC	
	Nombre d'entrées en 2024	Nombre de personnes à fin 2024	Nombre d'entrées en 2024	Nombre de personnes à fin 2024
Le Centre agglomération	130	58	869	660
Le Centre-Atlantique	41	16	278	240
Le Nord-Atlantique	10	2	133	79
Le Nord-Caraïbe	26	11	161	111
Le Sud	30	19	241	186
Le Sud-Caraïbe	36	15	159	124
Martinique	273	121	1 842	1 400

Les contrats aidés

Les entrées en contrat unique d'insertion (CUI-CIE) dans le secteur marchand par zone d'emploi en Martinique en 2024 (effectifs et %)

CUI-CIE	Le Centre-Atlantique	Le Centre agglomération	Le Nord-Atlantique	Le Nord-Caraïbe	Le Sud	Le Sud-Caraïbe	Martinique
Ensemble	41	130	10	26	30	36	273
Femmes	29%	52%	20%	35%	47%	42%	44%
Moins de 26 ans	85%	78%	70%	77%	77%	61%	77%
50 ans ou plus	5%	2%	0%	8%	10%	8%	5%
CDD	78%	70%	80%	31%	87%	81%	71%
Travailleurs handicapés	0%	2%	0%	0%	3%	0%	1%
Bénéficiaires du RSA	5%	8%	10%	12%	10%	3%	7%
BEP, CAP, formation de courte durée ou limitée à la scolarité obligatoire	32%	35%	20%	42%	43%	31%	35%
Baccalauréat général ou professionnel ou Brevet de technicien	44%	41%	70%	35%	37%	39%	41%

Les contrats aidés

Les entrées en contrat unique d'insertion (CUI-PEC) dans le secteur non marchand par zone d'emploi en Martinique en 2024 (effectifs et %)

CUI-PEC	Le Centre-Atlantique	Le Centre agglomération	Le Nord-Atlantique	Le Nord-Caraïbe	Le Sud	Le Sud-Caraïbe	Martinique
Ensemble	278	869	133	161	241	159	1 842
Femmes	65%	81%	68%	63%	63%	67%	72%
Moins de 26 ans	30%	22%	46%	39%	38%	22%	28%
50 ans ou plus	33%	40%	24%	31%	35%	50%	37%
CDD	100%	98%	100%	100%	99%	99%	99%
Travailleurs handicapés	4%	2%	2%	3%	3%	3%	3%
Bénéficiaires du RSA	33%	36%	32%	26%	36%	32%	34%
BEP, CAP, formation de courte durée ou limitée à la scolarité obligatoire	62%	40%	52%	54%	62%	54%	50%
Baccalauréat général ou professionnel ou Brevet de technicien	26%	33%	35%	32%	28%	23%	30%

L'insertion par l'activité économique (IAE)

Nombre d'entrées en insertion par l'activité économique (IAE) par zone d'emploi en Martinique en 2024

IAE	Le Centre-Atlantique	Le Centre agglomération	Le Nord-Atlantique	Le Nord-Caraïbe	Le Sud	Le Sud-Caraïbe	Martinique
Atelier de chantier d'insertion (ACI)	43	1 083	184	76	630	58	2 074
Association intermédiaire (AI)	3	88	0	0	0	0	91
Entreprise d'insertion (EI)	4	740	0	18	0	74	836
Entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI)	0	253	0	0	0	0	253
Ensemble	50	2 164	184	94	630	132	3 254

L'insertion par l'activité économique (IAE)

Nombre de structures en insertion par l'activité économique (IAE) actif par zone d'emploi en Martinique en 2024

IAE	Le Centre-Atlantique	Le Centre agglomération	Le Nord-Atlantique	Le Nord-Caraïbe	Le Sud	Le Sud-Caraïbe	Martinique
Atelier de chantier d'insertion (ACI)	2	25	5	5	7	7	51
Association intermédiaire (AI)	1	5	0	0	0	0	6
Entreprise d'insertion (EI)	1	14	4	2	0	3	24
Entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI)	0	4	0	0	0	0	4
Ensemble	4	48	9	7	7	10	85

L'insertion par l'activité économique (IAE)

Caractéristiques des entrées en insertion par l'activité économique (IAE) par zone d'emploi en Martinique en 2024 (effectifs et %)

IAE	Le Centre-Atlantique	Le Centre agglomération	Le Nord-Atlantique	Le Nord-Caraïbe	Le Sud	Le Sud-Caraïbe	Martinique
Ensemble	50	2 164	184	94	630	132	3 254
Femmes	38%	30%	50%	46%	43%	26%	34%
Moins de 26 ans	24%	18%	24%	14%	19%	14%	18%
50 ans ou plus	22%	28%	27%	26%	42%	27%	31%
Bénéficiaires de minima sociaux	50%	51%	57%	36%	37%	54%	48%
Allocataires de l'AAH lors de l'embauche	2%	2%	1%	1%	2%	2%	2%
Allocataires du RSA lors de l'embauche	40%	44%	52%	30%	30%	44%	41%
Allocataires de l'ASS lors de l'embauche	8%	6%	5%	5%	5%	11%	6%
CDD d'usage	6%	4%	0%	0%	0%	0%	3%
Contrat de mission	0%	12%	0%	0%	0%	0%	8%

Sources : Dares - Agence de services et de paiement (ASP), extraction oct. 2025

L'apprentissage

Caractéristiques des entrées en apprentissage par zone d'emploi en Martinique en 2024

CUI-PEC	Le Centre-Atlantique	Le Centre agglomération	Le Nord-Atlantique	Le Nord-Caraïbe	Le Sud	Le Sud-Caraïbe	Martinique
Ensemble	97	1 080	12	38	79	182	1 489
Femmes	49%	56%	69%	54%	62%	51%	55%
Moins de 26 ans	91%	87%	73%	82%	93%	91%	88%
Précédemment en apprentissage (y compris rupture)	34%	32%	8%	12%	23%	31%	31%
Personnes à la recherche d'un emploi avant l'entrée en apprentissage	3%	4%	30%	3%	8%	3%	4%
Apprentis dans le secteur tertiaire marchand	68%	75%	62%	60%	74%	73%	74%
Préparent un diplôme de niveau Bac ou plus	87%	95%	81%	97%	83%	90%	93%

L'activité partielle

Données de l'activité partielle en Martinique

Date	Nombre de DI	Effectif en DI	ETP en DI	Heures en DI	Montant demandé en DI (€)
2020-T1	5 690	9 965	3 410	1 552 140	15 286 760
2020-T2	14 575	26 070	14 905	6 781 080	68 898 585
2020-T3	3 230	5 250	2 235	1 094 350	11 261 435
2020-T4	4 700	7 285	3 370	1 532 665	15 243 715
2021-T1	2 025	3 845	1 655	752 965	8 025 305
2021-T2	3 570	6 515	2 820	1 283 720	13 061 315
2021-T3	4 540	7 095	3 360	1 528 650	14 224 615
2021-T4	2 330	4 615	1 525	694 825	6 628 580
2022-T1	1 060	1 910	695	317 310	3 160 325
2022-T2	110	255	65	29 170	279 190
2022-T3	95	215	75	33 160	294 530
2022-T4	80	220	80	36 200	306 285
2023-T1	70	235	75	35 185	292 130
2023-T2	65	130	40	19 150	170 580
2023-T3	55	125	45	20 215	176 565
2023-T4	40	115	40	18 950	161 715
2024-T1	40	85	35	16 080	135 695
2024-T2	85	155	80	35 535	305 125
2024-T3	70	200	80	36 010	318 135
2024-T4	265	655	245	111 305	955 310

DI : Demande d'indemnisation, ETP : équivalent temps plein
Champ : salariés du secteur privé

«Notes : Moyenne trimestrielle du nombre mensuel de salariés (ayant été placés au moins une heure dans le mois) en activité partielle.

Les effectifs en équivalent temps plein sont obtenus à partir du nombre d'heures chômées en divisant le nombre d'heures chômées par 140 ou 175 heures selon que le mois comporte quatre ou cinq semaines d'indemnisation. Une semaine d'indemnisation est attribuée en intégralité au mois durant lequel elle compte le plus de jours (lundi au vendredi).»

Sources : SI APART/DSN -- ASP/DGEFP/Dares

L'activité partielle

Données de l'activité partielle en Martinique par secteur d'activité au quatrième trimestre 2024

	Nombre de DI	Effectif en DI	ETP en DI	Heures en DI	Montant demandé en DI (€)
Agriculture, sylviculture et pêche	5	15	0	1 135	9 515
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	35	50	15	7 795	67 615
Construction	5	10	5	1 635	13 505
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	170	440	165	75 870	643 505
Information et communication	5	5	5	1 300	11 885
Activités immobilières	0	0	0	70	655
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	30	65	20	10 185	90 715
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	0	0	0	110	905
Autres activités de services	15	70	30	13 205	117 000

DI : Demande d'indemnisation

«Notes : Moyenne trimestrielle du nombre mensuel de salariés (ayant été placés au moins une heure dans le mois) en activité partielle.

Les effectifs en équivalent temps plein sont obtenus à partir du nombre d'heures chômées en divisant le nombre d'heures chômées par 140 ou 175 heures selon que le mois comporte quatre ou cinq semaines d'indemnisation. Une semaine d'indemnisation est attribuée en intégralité au mois durant lequel elle compte le plus de jours (lundi au vendredi).»

Champ : salariés du secteur privé

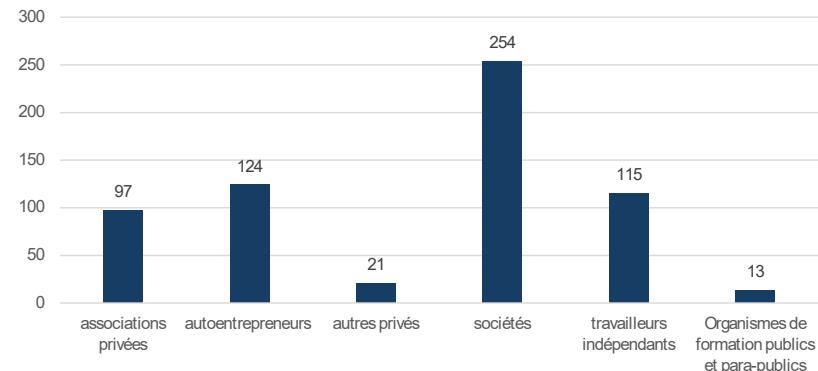
Sources : SI APART/DSN – ASP/DGEFP/Dares

La formation

746
organismes de formation
enregistrés au
31 décembre 2024

Cette année,
140
nouveaux organismes de
formations enregistrés

Typologie des organismes de formation actifs au 31 décembre 2024



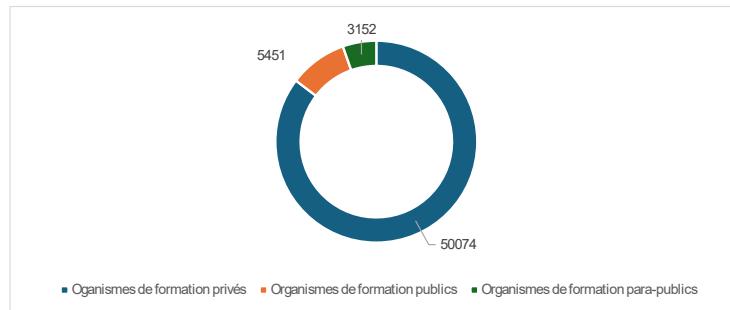
La formation

**En 2024,
58 677
stagiaires formés**

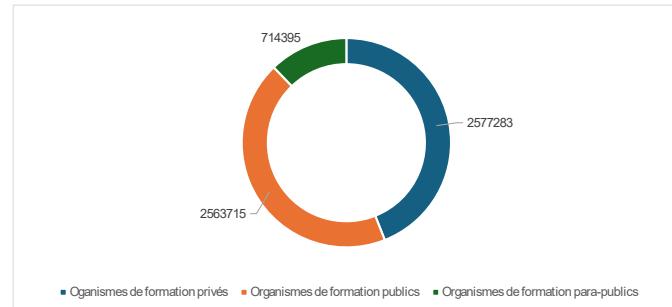
Typologie des stagiaires ou des apprentis actifs au 31 décembre 2024

	Nombre
Salariés d'employeurs privés hors apprentis	30 385
Apprentis	4 162
Personnes en recherche d'emploi	11 626
Particuliers à leurs propres frais	3 960
Autres stagiaires	8 544
Total stagiaires	58 677

Nombre de stagiaires selon le secteur au 31 décembre 2024



Volume horaires consommés par les stagiaires selon le secteur au 31 décembre 2024



La formation

Typologie des formations dispensées durant l'année 2024

	Nombre de stagiaires et apprentis	Nombre d'heures de formations suivies par les stagiaires et les apprentis	Nombre d'offres de formation
Santé	3 015	956 230	32
Formations générales	5 614	487 353	61
Commerce, vente	1 444	332 260	35
Transport, manutention, magasinage	4 820	325 447	34
Sécurité des biens et des personnes, police, surveillance	9 171	219 462	40
Agro-alimentaire, alimentation, cuisine	1 217	212 588	27
Spécialités plurivalentes sanitaires et sociales	652	207 339	12
Développement des capacités d'orientation, d'insertion ou de réinsertion sociales et professionnelles	4 548	174 904	41
Informatique, traitement de l'information, réseaux de transmission des données	2 179	163 482	56
Comptabilité, gestion	1 307	161 473	53
Spécialités plurivalentes des échanges et de la gestion	602	140 721	14
Ressources humaines, gestion du personnel, gestion de l'emploi	1 307	121 921	52
Développement des capacités comportementales et relationnelles	4 239	107 698	54
Travail social	679	97 478	22
Enseignement, formation	4 167	78 693	55
Coiffure, esthétique et autres spécialités des services aux personnes	760	63 845	24
Animation culturelle, sportive et de loisirs	567	54 600	9
Finances, banque, assurances	519	47 520	11
Droit, sciences politiques	583	31 732	9
Autres	4 235	719 893	74

Source : Service Régional de Contrôle de la DEETS Martinique, Bilan pédagogique et financier de 2024 collectés en 2025 -Données à caractère déclaratif

L'activité des titres professionnels en 2024

Champ certification Ministère du Travail

Champ Travail	
Nombre de métiers présents dans l'offre de formation actuelle	88
Nombre de parchemins délivrés	989
Nombre de dossiers VAE de recevabilité instruits	51
<i>dont recevabilité favorable</i>	45
Nombre de responsables de session formés	12
Nombre de jurys formés	36

L'activité des titres professionnels en 2024

Champ certification Ministère du Travail

	Champ Travail
Procès verbaux de session d'examen validés à la DEETS	170
Nombre de candidats convoqués	1 357
Agréments de centre de formation délivrés	82
Centre de formation et sites agréés	182

L'activité des titres professionnels en 2024

Champ certification et Validation des Acquis et de l'Expérience (VAE) des métiers du travail social et du paramédical

voies de certification	Nombre de candidats diplômés en 2023	Nombre de candidats diplômés en 2024
Validation des Acquis de l'Expérience (VAE)	51	132
Certification Initiale (CI)	319	411

POLITIQUE DU TRAVAIL



Les accords d'entreprises

En 2024,
89%
 du total des
 textes déposés
 sont des accords

87%
 des accords pour
 les entreprises de
 moins de 50 salariés

Nombre de textes déposés selon le type de texte

	Toutes entreprises		Dont entreprises de moins de 50 salariés	
	2023	2024 (p)	2023	2024 (p)
Accords collectifs	340	277	145	134
Accords	270	229	102	105
Avenants	70	48	43	29
Autres textes	34	35	21	20
<i>dont plans d'action et décisions unilatérales de l'employeur</i>	24	22	19	16
<i>Dénonciations d'un accord</i>		2		
Désaccords (procès verbal)	7	9	1	3
Adhésion		2		1
Total des textes déposés	374	312	166	154

Note : Le chiffre provisoire comptabilise les textes signés et déposés l'année N, tandis que les chiffres de 2023 inclut les textes déposés l'année suivante
 p : provisoire

Source : Dares , Base statistique des accords, traitement Deets - Sese de Martinique

Les accords d'entreprises

Répartition des principales thématiques traitées par les accords

Thématiques	Toutes entreprises		Dont entreprises de moins de 50 salariés	
	2023	2024 (p)	2023	2024 (p)
Epargne salariale	140	111	84	79
Salaires / rémunérations	109	101	37	35
Durée du travail / repos	55	60	25	24
Egalité professionnelle femmes-hommes	28	28	7	3
Droit syndical et représentation du personnel	49	15	9	2
Emploi / GPEC	35	28	15	6
Prévoyance / protection sociale complémentaire	16	21	6	7
Conditions de travail	28	34	10	12
<i>dont télétravail</i>	10	9	2	2
Classification	17	7	4	3
Formation professionnelle	9	10	2	2

Précision : le nombre total de thématiques abordées est supérieur au nombre d'accords déposés car un accord peut concerner plusieurs thèmes.

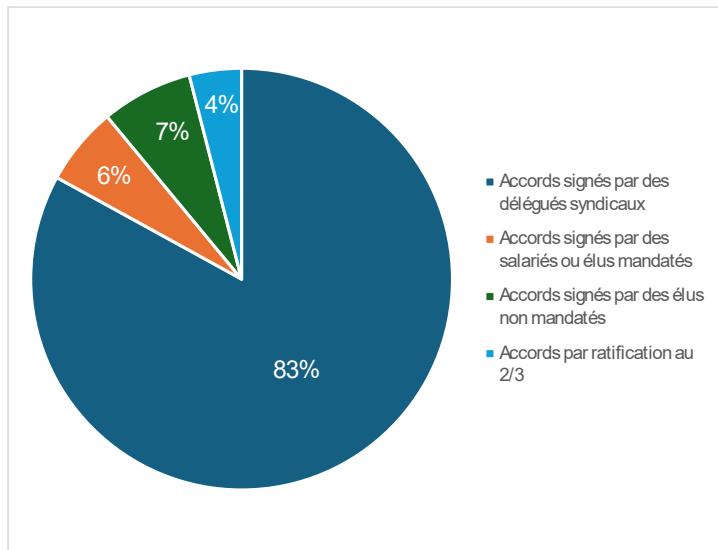
Champ : Accords et avenants, base provisoire 2024, base définitive 2023

Source : Dares, Base statistique des accords, traitement Deets -Sese de Martinique

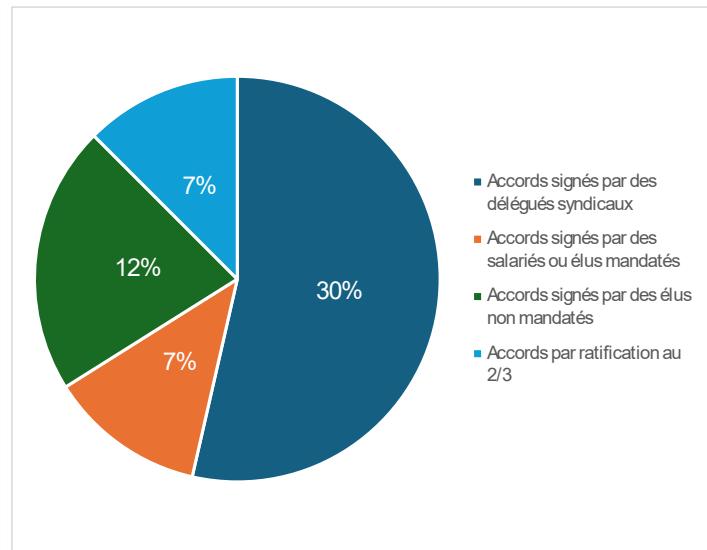
Les accords d'entreprises

Répartition des accords signés en 2024 selon leur mode de conclusion

Toutes les entreprises



Dont les entreprises de moins de 50 salariés



Répartition calculée hors mode de conclusion indéterminée

Champ : Accords et avenants, hors ceux ne traitant que l'épargne salariale, base provisoire 2024

Source : Dares, Base statistique des accords, traitement Deets - Sese Martinique

Les accidents du travail

Accidents du travail en Martinique en 2022

	Nombre d'accidents du travail	Accidents du travail avec IPP*	Part des accidents du travail avec IPP (%)	Taux de fréquence (%)	Indice de gravité (%)
Martinique	1 971	61	3,1	12,1	8,7

IPP : Incapacité partielle permanente

Les accidents considérés sont ceux qui ont engendré au moins un jour d'arrêt de travail, voire des séquelles physiques permanentes, voire un décès. Un médecin attribue aux accidents du travail qui entraînent des séquelles permanentes un taux dit d'incapacité partielle permanente (IPP).

Les salariés considérés sont ceux couverts par les régimes général (CNAM) et agricole (CCMSA).

Le taux de fréquence correspond au nombre d'accidents avec arrêt de travail par million d'heures salariées.

- L'indice de gravité correspond au taux moyen d'incapacité partielle permanente (IPP) par million d'heures salariées. Les décès sont inclus comme incapacités permanentes de 99%.

Les accidents du travail

Accidents du travail par secteur d'activité en Martinique en 2022

	2022
Ensemble	1 971
Agriculture, sylviculture et pêche	227
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	242
Construction	155
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	639
Information et communication	13
Activités financières et d'assurance	22
Activités immobilières	12
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	243
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	341
Autres activités de services	77

Les accidents considérés sont ceux qui ont engendré au moins un jour d'arrêt de travail, voire des séquelles physiques permanentes, voire un décès. Un médecin attribue aux accidents du travail qui entraînent des séquelles permanentes un taux dit d'incapacité partielle permanente (IPP). Les salariés considérés sont ceux couverts par les régimes général (Cnam) et agricole (CCMSA). Source : Cnam-Msa, Dares -2022

Les accidents du travail

Exposition des salariés aux accidents du travail par secteur d'activité en Martinique en 2022

	Taux de 2022	Indice de gravité 2022
Agriculture, sylviculture et pêche	34,1	48,4
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	18,2	18,5
Cokéfaction et raffinage	1,9	0,0
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques - fabrication de machines	11,1	0,0
Fabrication de matériels de transport	23,3	233,2
Fabrication d'autres produits industriels	14,5	8,9
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	18,2	14,0
Construction	13,9	33,7
Commerce - réparation d'automobiles et de motocycles	11,5	5,6
Transports et entreposage	16,3	4,5
Hébergement et restauration	17,1	17,2
Information et communication	3,9	0,0
Activités financières et d'assurance	3,4	0,0
Activités immobilières	7,6	0,0
Activités scientifiques et techniques -services administratifs et de soutien	10,5	2,2
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	8,2	2,6
Autres activités de services	9,1	0,0

Les accidents considérés sont ceux qui ont engendré au moins un jour d'arrêt de travail, voire des séquelles physiques permanentes, voire un décès. Un médecin attribue aux accidents du travail qui entraînent des séquelles permanentes un taux dit d'incapacité partielle permanente (IPP)

Les salariés considérés sont ceux couverts par les régimes général (CNAM) et agricole (CCMSA)

L'exposition aux accidents du travail est restituée à partir de deux indicateurs :

- Le taux de fréquence correspond au nombre d'accidents avec arrêt de travail par million d'heures salariées.

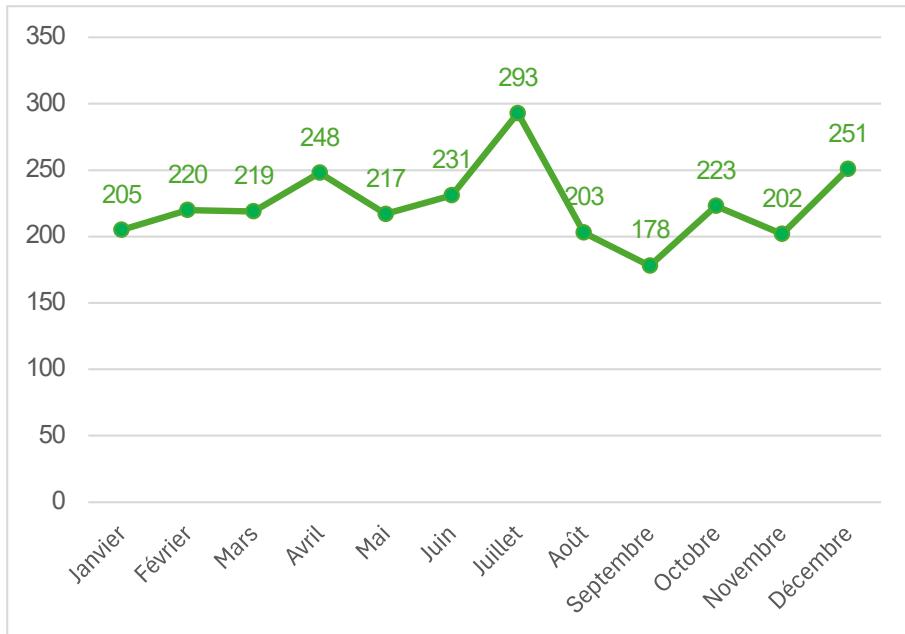
- L'indice de gravité correspond au taux moyen d'incapacité partielle permanente (IPP) par million d'heures salariées. Les décès sont inclus comme incapacités permanentes de 99%.

Source : Cnam -Msa, Dares -2022

Les ruptures conventionnelles

Évolution du nombre de demande de ruptures conventionnelles sur l'année 2024

En 2024,
2 690
ruptures conventionnelles
ont été demandés au cours
de l'année 2024
dont
293
au mois de juillet



Les intervenants en prévention des risques professionnels (IPRP)

Les intervenants en prévention des risques professionnels (IPRP)

Cette année,
33 IPRP
enregistrés auprès de la
DEETS soit 6 nouveaux par
rapport à 2023.

Renseignements délivrés en droit du travail

Renseignements délivrés en droit du travail

Renseignements	En nombre
Demandes	3 871
<i>Dont les demandes sur les contrats de travail</i>	2 894
Santé sécurité	306
L'emploi et la formation professionnelle	171
Questions touchant au droit du travail	143
La maladie, l'arrêt de travail, l'inaptitude	190
Demandes extérieures au service	142
Institutions représentatives du personnel	25
Demandes de salariés	1 551
Demandes d'employeurs	101
Demandes de particuliers employeurs	67
Demandes de demandeurs d'emploi	34
Autres demandes	35

Renseignements	En pourcentage
Demandes physiques	62,4 %
Demandes par téléphone	17,3 %
Courriel	20,2 %

La médecine du travail

3 Services de prévention et de santé au travail interentreprises (SPSTI)



Suivent **74 400** salariés des secteurs public et privé

1 service de prévention et de santé au travail autonome (SPSTA)

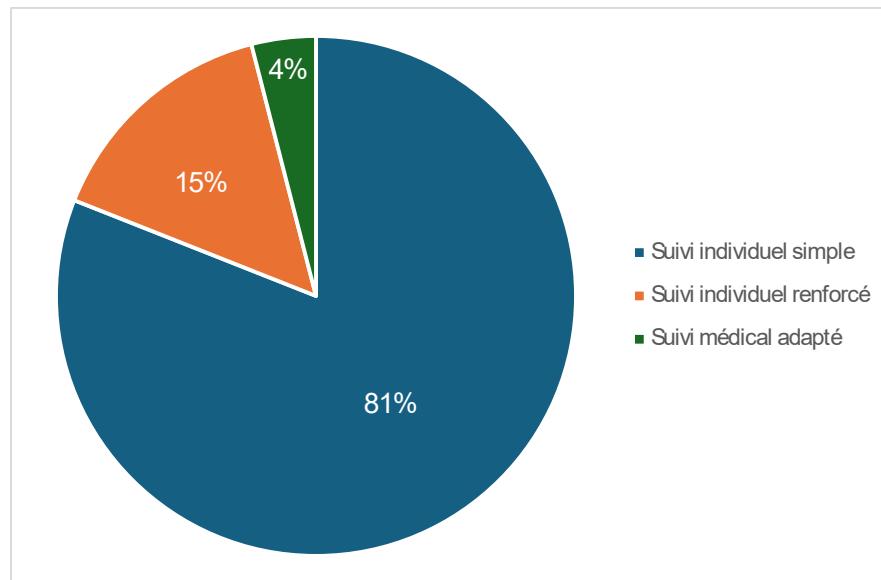


Composition des services :

Nombre de médecins du travail	16
Nombre d'infirmiers de santé au travail (IDEST)	10
Nombre d'assistants en santé et sécurité au travail (ASST)	12
Nombre d'intervenants en prévention des risques professionnels	6

La médecine du travail

Répartition des suivis selon le type



Suivi individuel renforcé : concerne les salariés qui occupent un poste présentant des risques particuliers pour sa santé ou sa sécurité ou pour celles de ses collègues ou des tiers évoluant dans l'environnement de travail : par exemple, les salariés affectées à des postes exposant à l'amiante, aux rayonnements ionisants, les jeunes de – de 18 ans affectés à des travaux interdits susceptibles de dérogations.

Suivi médical adapté : concerne certains salariés comme ceux travaillant de nuit ou salariés handicapés ou jeunes de moins de 18 ans, les salariés enceintes...

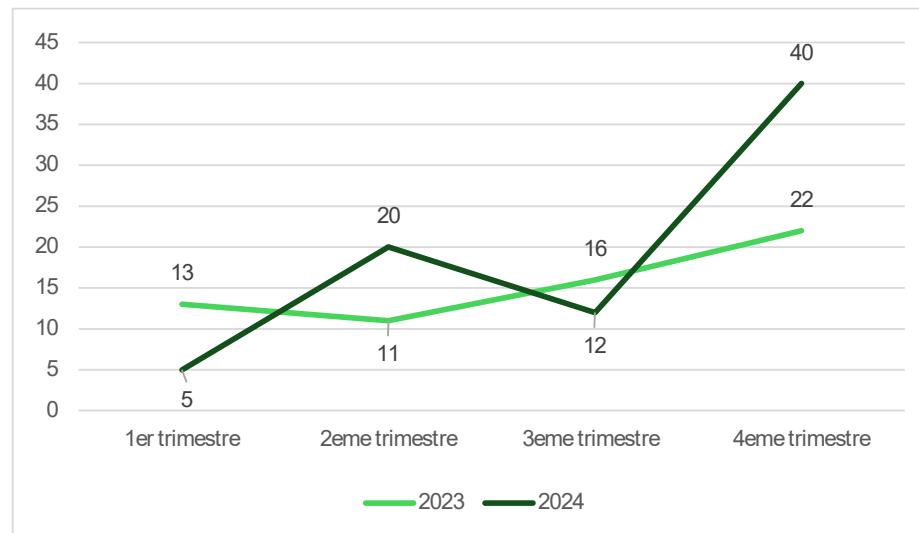
Suivi médical simple : concerne les salariés qui ne sont pas exposés à des risques jugés comme particulièrement sensibles pour leur santé ou leur sécurité.

Source : Données internes 2024 du pôle Travail de la DEETS de la Martinique

Les salariés protégés

En 2024, **77** décisions de salariés protégés ont été statués dont **20** au mois octobre

Évolution du nombre de décisions de l'inspection du travail relatives aux salariés protégés en Martinique en 2023 et en 2024



Les salariés protégés

Les typologies des salariés protégés en Martinique en 2023 et 2024

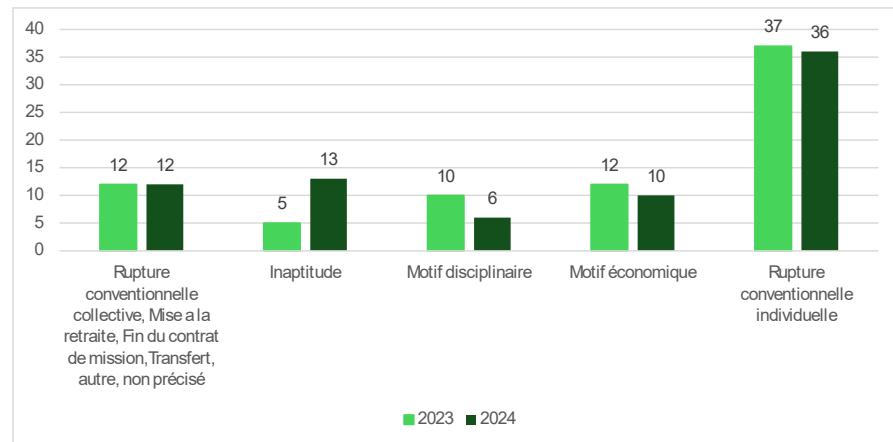
	2023	2024
Employés	42	56
Ouvriers	7	11
Ingénieurs et cadres	ns	6
Agents de maîtrise	8	ns

La somme des typologies peut ne pas être correspondre au total des salariés du territoire du fait de l'application du secret statistique .
Source : Données internes 2024 du pôle Travail de la DEETS de la Martinique

Les salariés protégés

En 2024,
77 licenciements de
salariés protégés en
Martinique

Motifs des demandes de licenciements des salariés protégés en Martinique en 2024





POLITIQUE SOCIALE

Les logements sociaux

Le parc locatif social en Martinique au 1er janvier 2024

	Nombre de logements sociaux au 01/01/2023	Evolution 2022-2023	Part de logements en QPV	Part des logements individuels	Part des logements collectifs
Total France hexagonale	5 183 320	1,0%	30,9%	15,2%	84,8%
Total DROM	183 666	1,6%	36,9%	13,8%	86,2%
Martinique	35 441	1,5%	9,1%	0,4%	99,6%
CA du Pays Nord Martinique	7 721	2,5%	5,8%	0,8%	99,2%
CA de l'Espace Sud de la Martinique	8 522	1,5%	0,0%	0,1%	99,9%
CA du Centre de la Martinique	19 198	1,1%	14,5%	0,4%	99,6%

Les logements sociaux

Autres indicateurs

Région	Nombre de logements sociaux au 01/01/2024	Evolution 2023-2024	Nouveaux logements mis en service sur un an	Taux de vacance
Martinique	35 441	1,5%	499	3,3%

Hébergement des personnes en difficultés

**Nombre de places installées par catégorie d'établissement
Taux d'équipement au 31/12/2023 à la Martinique**

Établissements pour adultes et familles en difficulté		Établissements pour adultes et familles en difficulté		Établissements pour adultes et familles en difficulté	
Hébergement social		Logement accompagné		Nombre de places d'hébergement (2)	
Centres d'hébergement et de réinsertion sociale, CHRS	188	Centres d'hébergement et de réinsertion sociale, CHRS, intermédiation locative et allocation de logement temporaire	234	dont urgences	68
Centres d'accueil de demandeurs d'asile, CADA	0	<i>dont en intermédiation locative</i>	150	dont stabilisation	0
Centres d'accueil non conventionnés au titre de l'aide sociale	0	<i>dont allocation de logement temporaire</i>	113	dont insertion	120
Centres provisoires d'hébergement	0				

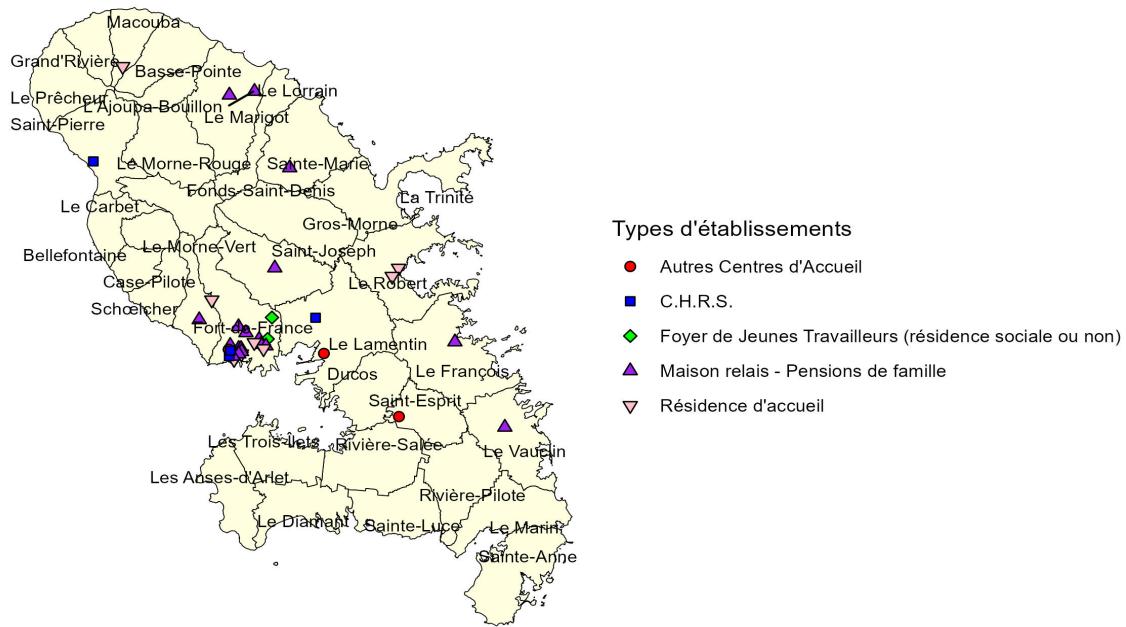
(1) Conventionnés ou non en résidence sociale

(2) En CHRS et Centres d'accueil non conventionnés au titre de l'aide sociale

Sources : Drees, Finess, Insee, Estimations de population 2022 (résultats provisoires arrêtés avril 2024 ; DREETS; DGCS

Hébergement des personnes en difficultés

Établissements pour adultes et familles en difficultés au 31 décembre 2024 à la Martinique



L'intégration des étrangers

Population étrangère en situation régulière (source Insee 2021) : 8 251 soit 2,3 %

Répartition de la population étrangère selon le genre

4 630 Femmes 3 621 Hommes

Titres de séjour délivré selon le pays d'origine (source préfecture 2023) :

Haïti : 3 621 Sainte-Lucie : 2 305 République Dominicaine : 486

Primo demandeurs d'asile selon le pays d'origine (source préfecture 2023):

Haïti : 92 Sainte - Lucie : 48 Vénézuela : 8

Contrat d'intégration républicaine

Nombre de signataires : 130

L'aide alimentaire

L'aide alimentaire en Martinique

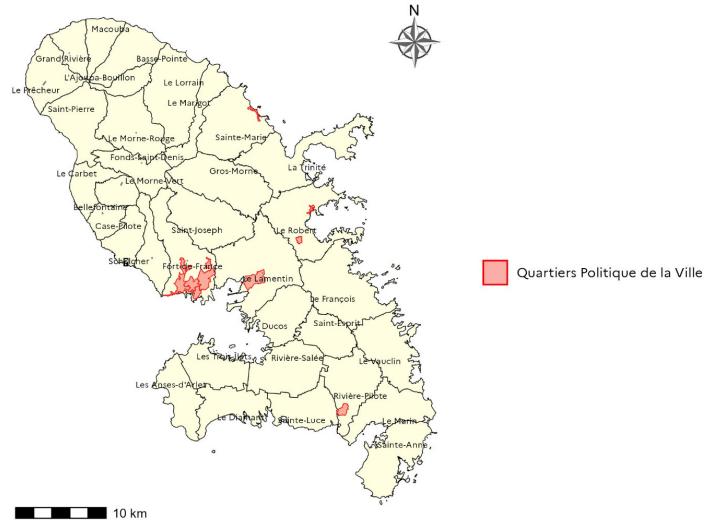
Associations habilitées à l'aide alimentaire	33
- <i>dont au niveau national</i>	5
- <i>dont au niveau régional</i>	28
Épiceries sociales et solidaires	14
- <i>dont portés par des CCAS</i>	3



La politique de la ville

Quartiers de la Politique de la Ville en Martinique

Budget	2 758 778 €
Quartiers prioritaires de la politique de la ville	7
Nombre de communes	4
Habitants	27 000
Cité éducative	1
Bataillon de prévention	81
Adultes relais	104



Les quartiers sont : Frange Ouest Du Centre-Ville Aggloméré/Lamentin , Quartier Haut Dillon , Quartiers Ouest , Quartiers Sainte-Thérèse Bon Air , Quartier Volga Plage/FDF , Tombolo City/Sainte-Marie, Zone De Cité Lacroix Trou Terre Pointe Lynch/Robert

Source : Données internes 2024 Pôle Solidarités de la DEETS de la Martinique

Source : SIG Politique de la Ville 2024
Traitement : SESE - DEETS de la Martinique

Protection et accompagnement des publics fragiles

	Nombre
Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs	3
Dotation pour les mandataires judiciaires à la protection des majeurs	2 955 214 €
Dotation pour les mandataires individuels	307 253 €
Total du budget	3 262 467 €



CONCURRENCE CONSOMMATION, RÉPRESSION DES FRAUDES (CCRF)

Les interventions du pôle

	Nombre
Agents	24
Entreprises contrôlées	1 232
Prélèvements de produits réalisés	37*
Alertes gérées produits alimentaires et non alimentaires	2
Instruments de mesures contrôlés	881
Avertissements	334
Injonctions administratives	82
Procès-verbaux	116
Demande mise en conformité des instruments de mesure :	36
<i>dont rappels</i>	3
Arrêtés de suspension ou de fermeture	5

* En 2024, le service concurrence, consommation, répression des fraudes (CCRF) a vu son champ d'intervention modifié avec le transfert de la mission sécurité sanitaire des aliments vers l'administration de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la Martinique (DAAF)

Source : Données internes 2024 du Pôle Concurrence, Consommation, Répression des fraudes de la DEETS de la Martinique

Les activités du pôle

Secrétariat/ accueil	
Nombre de courriers/courriels reçus	800
Nombre de courriers/courriels envoyés	1 722
Nombre de réponses à des demandes d'information	37

Enquêtes	
Nombre d'alertes reçues	2
Nombre de visites entreprises	1 569
<i>Dont le nombre d'entreprises ayant fait l'objet d'une enquête</i>	1 232
Nombre de prélèvements	37
Nombre de participation aux CAO*	13
Nombre de marchés publics analysés	54

Suites	
Nombre de Polices administratives	82
Nombre d'indices concurrence détectés	15
Nombre d'indices en enquête	7
Nombre de procès verbal	116
Nombre d'avertissements	334

* Commission d'appel d'offres

Source : Données internes 2024 du Pôle Concurrence, Consommation, Répression des fraudes de la DEETS de la Martinique

Sanctions pénales et amendes administratives

En Euros	
Sanctions pénales	25 000 €
Sanctions administratives	253 500 €
Transactions pénales	225 700 €

La métrologie

Indicateurs de métrologie		
	Nombre d'instruments de mesures contrôlés (contrôle de 1er niveau)	Nombre de surveillances des organismes (contrôle de 2nd niveau)
Année 2024	881	49



FONDS SOCIAL EUROPÉEN (FSE)

Fonds Social Européen (FSE)

Le programme opérationnel pour la mise en œuvre du fonds social européen 2014-2020

Données relatives au PO FSE ÉTAT 2014-2024 et à l'initiative pour l'emploi des jeunes

Thématisques	Budget UE maquetté en millions d'€	Taux de programmation	Nombre de dossiers	Budget UE certifié en millions d'€	Taux de réalisation	Nombre de participants
Accès et retour à l'emploi des demandeurs d'emploi	44,2	112%	25	42,9	97%	16 349
Anticipation et accompagnement des mutations économiques	10	119%	13	9,6	96%	3 300
Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté	59,6	255%	130	82	137%	10 303
Lutter contre l'abandon scolaire	1,2	115%	3	1,5	124%	278
Favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise COVID-19	38	117%	14	30	79%	4 943
Budget global du PO FSE ÉTAT MARTINIQUE 2014-2020	153	136%	185	166	108%	35 173
Initiative pour l'emploi des jeunes (IEJ)	22,8	115%	11	21,5	94%	2 806

Fonds Social Européen (FSE)

Le programme opérationnel pour la mise en œuvre du FSE + 2021-2027

9

appels à
projets ont
été lancés
depuis
Mars 2024.

Thématisques	Budget UE maquetté en millions d'€	Taux de programmation (%)	Nombre de dossiers	Budget UE certifié en millions d'€	Taux de réalisation (%)
Lutte contre la pauvreté	2,2	0	0	0	0%
Accès à l'emploi	23,9	36	4	8,05	34%
Education et formation initiale	2,5	24	3	0,02	1%
Formation et compétences	3,0	23	1	0	0%
Qualité du système d'éducation et de formation	0,8	0	0	0	0%
Egalité Femmes-Hommes	1,3	0	0	0	0%
Qualité de vie au travail	1,3	0	0	0	0%
Aide matérielle et alimentaire	2,2	0	0	0	0%
Innovation sociale et essaimage	2,2	9	1	0	0%
AS RUP - Accès à l'emploi	6,7	0	0	0	0%
AS RUP - Education et formation initiale	1,5	0	0	0	0%
TOTAL	47,45	21	9	8,07	17%

DÉFINITIONS



Définitions

Action de développement de l'emploi et des compétences (ADEC)

Constitue le volet actions d'un engagement de développement de l'emploi et des compétences (EDEC). Les projets ADEC ont pour objectif d'anticiper les conséquences des mutations économiques, sociales et démographiques sur les emplois et les compétences dans les territoires.

Allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP)

Aide financière permettant d'assumer les frais occasionnés par l'emploi d'une tierce personne pour aider le bénéficiaire en situation de handicap dans les actes du quotidien. Elle a été remplacée le 1er janvier 2006 par la prestation de compensation du handicap (PCH) mais les anciens bénéficiaires peuvent continuer à en bénéficier.

Allocation personnalisée d'autonomie (APA)

Aide financière destinée aux personnes âgées de 60 ans ou plus en situation de perte d'autonomie. Elle sert à couvrir les dépenses liées à l'aide nécessaire pour accomplir les actes de la vie quotidienne ou pour financer un hébergement en établissement spécialisé.

Les bénéficiaires de l'APA qui n'ont pas reçu les aides ou services prévus peuvent introduire un recours devant la juridiction administrative. Le juge, s'il constate que l'obligation d'assistance n'a pas été respectée, peut ordonner au préfet de mettre en œuvre les prestations sous astreinte, c'est-à-dire en imposant une somme due pour chaque mois de retard. Cette somme est versée au Fonds national d'accompagnement vers et dans le logement, conformément à l'article L.441-2-3-1 du Code de la Construction et de l'Habitation (CCH).

Centre d'accueil de demandeurs d'asile (CADA)

Établissement qui héberge et accompagne les personnes ayant déposé une demande d'asile en France. Il offre un logement temporaire ainsi qu'un soutien administratif, juridique et social tout au long de la procédure de demande d'asile. Les résidents y reçoivent également une aide pour accéder aux soins médicaux, à l'éducation et à d'autres services essentiels.

Centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS)

Établissement qui accueille des personnes en grande difficulté sociale, souvent sans domicile. Il offre un hébergement temporaire et propose un accompagnement global pour aider les résidents à retrouver une autonomie sociale, professionnelle et personnelle. Les CHRS apportent un soutien dans des domaines tels que l'accès aux droits, la recherche d'emploi, la gestion administrative et l'insertion dans un logement pérenne.

Complémentaire santé solidaire sans et avec participation financière (CSS, CS, CSP)

Aide qui permet de couvrir les dépenses de santé non prises en charge par l'Assurance Maladie. Elle s'adresse aux personnes ayant de faibles ressources et leur garantit l'accès à des soins sans avancer de frais.

- CSS sans participation financière : Cette version est entièrement gratuite pour les personnes dont les revenus sont très modestes.
- CSS avec participation financière (CSP) : Elle est accessible moyennant une contribution mensuelle réduite pour les personnes dont les revenus dépassent légèrement le plafond pour la version gratuite.

Contrat aidé / emploi aidé

Contrat de travail qui bénéficie d'un soutien financier de l'État, destiné à faciliter l'embauche de personnes rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle, comme les demandeurs d'emploi de longue durée ou les jeunes sans qualification. L'objectif est de favoriser leur retour à l'emploi en allégeant le coût salarial pour l'employeur. Les contrats aidés peuvent inclure des dispositifs d'accompagnement, de formation et d'insertion. Exemples : contrat d'insertion, contrat unique d'insertion (CUI).

Contrat d'engagement jeune (CEJ)

Contrat qui s'adresse à tous les jeunes âgés de 16 à 25 ans révolus (ou 29 ans révolus lorsqu'ils disposent de la reconnaissance de travailleur handicapé), qui rencontrent des difficultés d'accès à l'emploi durable. Mis en œuvre à la fois par France Travail et les missions locales depuis le 1er mars 2022, il propose à ces jeunes éloignés de l'emploi un programme d'accompagnement intensif (avec un objectif de 15 à 20 heures d'accompagnement par semaine), et une mise en activité régulière. Le parcours est prévu pour durer de 6 à 12 mois. Le bénéficiaire peut toutefois quitter le dispositif de façon anticipée ou au contraire le prolonger jusqu'à 18 mois maximum. Les jeunes peuvent percevoir une allocation mensuelle pouvant aller jusqu'à 520 euros, en fonction de ses ressources et sous condition de respecter ses engagements. Contrairement à la Garantie jeunes qui s'inscrivait nécessairement dans un Pacea, le CEJ ne peut pas être concomitant avec un Pacea.

Contrat unique d'insertion (CUI-CIE)

Dispositif qui permet à un employeur d'embaucher une personne rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle (comme les demandeurs d'emploi de longue durée, les bénéficiaires de minima sociaux, ou les jeunes sans qualification) en bénéficiant d'une aide financière de l'État. Ce contrat, généralement à durée déterminée (CDD), combine un accompagnement personnalisé et une subvention salariale, ce qui permet de réduire le coût pour l'employeur et de faciliter l'accès à l'emploi pour le salarié. L'objectif est de favoriser l'insertion professionnelle durable des personnes éloignées du marché du travail.

Définitions

Contrat unique d'insertion – parcours emploi compétence (CUI-PEC)

Depuis janvier 2018, les contrats aidés du secteur non-marchand (CUI-CAE) sont transformés en parcours emploi compétences.

Dans le cadre du parcours emploi compétences, le montant de l'aide accordée aux employeurs, exprimé en pourcentage du Smic brut, est modulé selon le type de public (PEC « tout public », PEC QPV-ZRR, PEC Jeunes).

Demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM)

Personnes inscrites à France Travail et ayant une demande en cours au dernier jour du mois. Les demandeurs d'emploi peuvent être classés dans différentes catégories selon leur situation professionnelle et leur disponibilité :

• Catégorie A

Demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;

• Catégorie B

Demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite (de 78 heures ou moins sur un mois) ;

• Catégorie C

Demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 heures sur un mois) ;

• Catégorie D

Demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ;

• Catégorie E

Demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple les bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

Enfants confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance

Lorsque la protection de l'enfant le nécessite, le juge des enfants peut décider de confier un mineur au service de l'ASE (Aide sociale à l'Enfance) du département. L'accueil à l'hébergement se réalisent soit en Maison d'Enfants à Caractère Social (MECS), soit dans un Établissement Public Départemental de l'Enfance et la Famille (EPDEF), soit au domicile d'un assistant familial. Les mineurs confiés à l'ASE conformément aux dispositions des articles 375 et 375-3 du code Civil : « lorsque les conditions de son développement physique, affectif, intellectuel et social sont gravement compromises ».

Epargne salariale

Système d'épargne collectif mis en place au sein de certaines entreprises. Le principe consiste à verser à chaque salarié une prime liée à la performance de l'entreprise (intérêtement) ou représentant une quote-part de ses bénéfices (participation). Les sommes attribuées peuvent, au choix du salarié, lui être versées directement ou être déposées sur un plan d'épargne salariale.

Foyer de jeunes travailleurs

Structure d'hébergement temporaire destinée aux jeunes de 16 à 30 ans, qu'ils soient en emploi, en formation, en apprentissage ou en recherche d'emploi. Il offre des logements à loyer modéré ainsi qu'un accompagnement social et professionnel pour aider les résidents à accéder à l'autonomie. Le foyer propose également des services et activités favorisant la vie collective et l'intégration des jeunes dans la vie active, tout en les soutenant dans leurs démarches administratives, professionnelles et sociales.

Foyer de travailleurs migrants

Structure d'hébergement collectif destinée aux travailleurs étrangers venus en France pour exercer une activité professionnelle. Créés à partir des années 1960, ces foyers offrent un logement temporaire à des personnes souvent isolées, sans famille sur place, et en situation précaire.

Le foyer assure non seulement l'hébergement, mais aussi un accompagnement social pour aider les résidents à accéder à leurs droits, à des services sociaux et à une intégration dans la société. Certains foyers ont évolué pour devenir des « Résidences Sociales » offrant des logements individuels dans un cadre plus autonome.

Halo autour du chômage

Composé de personnes sans emploi qui, soit recherchent un emploi mais ne sont pas disponibles dans les deux semaines pour travailler, soit n'ont pas effectué de démarche active de recherche d'emploi dans le mois précédent mais souhaitent travailler, qu'elles soient disponibles ou non.

Le halo regroupe donc les personnes inactives au sens du BIT (ni en emploi, ni au chômage), mais proches du marché du travail.

Inactifs

Sont les personnes âgées de 15 ans ou plus qui ne sont ni en emploi ni au chômage.

Indices concurrence détectés

Enquêtes de concurrence proposées à la suite de constatations du pôle C.

Définitions

Indices en enquête

Enquêtes validées et à l'analyse de la Direction générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes (DGCCRF)

Insertion par l'activité économique (IAE)

Dispositif qui consiste en un accompagnement dans l'emploi destiné à aider les personnes très éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales et professionnelles afin de faciliter leur insertion sur le marché du travail. La spécificité du parcours d'insertion consiste à proposer un contrat de travail, doublé d'un accompagnement social et professionnel personnalisé, de façon à lever les principaux freins d'accès à l'emploi. En complément de l'accompagnement dispensé, les salariés peuvent bénéficier de formations adaptées à leurs besoins.

Maison relais ou pension de famille

Lieu de vie qui permet à des personnes en situation de précarité et d'isolement social, avec un degré d'autonomie suffisant, de retrouver un toit, se reconstruire, créer de nouveaux liens sociaux.

L'obligation d'emploi des travailleurs handicapés (OETH)

C'est un dispositif qui vise à favoriser l'intégration des travailleurs handicapés dans l'emploi. Il impose à tout employeur comptant au moins 20 salariés d'employer des travailleurs handicapés à hauteur de 6 % du total des salariés.

À noter. Les entreprises qui comptent au moins 20 salariés au moment de leur création ont un **délai de 5 ans** avant d'être soumises à l'OETH. Par ailleurs, les entreprises peuvent remplir leur OETH notamment si elles appliquent un accord de branche, de groupe ou d'entreprise agréé prévoyant la mise en œuvre d'un programme pluriannuel en faveur des travailleurs handicapés pour une durée maximale de 3 ans, renouvelable une fois.

Parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie (PACEA)

Mis en place à partir de 2017, le PACEA est le cadre contractual de l'accompagnement des jeunes par les missions locales. Il concerne tous les jeunes de 16 à 25 ans révolus. Le PACEA est constitué de phases d'accompagnement successives qui peuvent s'enchaîner pour une durée maximale de 24 mois consécutifs.

En fonction de la situation et des besoins de l'intéressé, le bénéfice d'une allocation peut être accordé à un jeune en PACEA, destinée à soutenir ponctuellement la démarche d'insertion du jeune vers et dans l'emploi et l'autonomie.

Placements directs à un établissement au titre de l'assistance éducative

Mesure judiciaire qui confie un enfant à un établissement d'éducation ; celui-ci est chargé d'apporter aide et conseil à l'enfant et à sa famille afin de surmonter leurs difficultés sociales et éducatives. L'établissement chargé de cette mesure accompagne l'enfant dans les aspects de sa vie en lien avec les détenteurs de l'autorité parentale.

Sont concernés les mineurs non émancipés dont la santé, la sécurité, la moralité sont en danger ou dont les conditions d'éducation et / ou de développement physique, affectif, intellectuel et social sont gravement compromis (selon le texte de loi du 5 mars 2007), et pour lesquels le juge des enfants a ouvert un dossier d'assistance éducative.

Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE)

Aussi appelé plan social, est un dispositif obligatoire pour les entreprises de 50 salariés ou plus lorsqu'elles envisagent un licenciement économique collectif touchant au moins 10 salariés sur une période de 30 jours. Son objectif est de limiter le nombre de licenciements en proposant des mesures d'accompagnement et de reclassement pour les salariés concernés.

Le PSE peut inclure différentes mesures telles que :

- Des actions de reclassement interne ou externe, parfois avec des aides à la mobilité ou à la formation.
- Des dispositifs d'aide à la reconversion professionnelle.
- Des mesures de préretraite ou des départs volontaires.

Le plan doit être validé par l'administration du travail (DREETS ou DEETS) et fait l'objet d'une concertation avec les représentants du personnel pour garantir l'équité et l'accompagnement des salariés.

Population active

Regroupe les personnes en emploi et les personnes au chômage. La mesure de la population active diffère selon l'observation statistique qui en est faite. On peut actuellement distinguer trois approches principales : au sens du Bureau International du Travail (BIT), au sens du recensement de la population, au sens de la comptabilité nationale.

Définitions

Population active au sens du BIT

Comprend les personnes en emploi au sens du BIT et les chômeurs au sens du BIT est une personne de 15 ans ou plus ayant effectué au moins une heure de travail rémunéré au cours d'une semaine donnée ou absente de son emploi sous certaines conditions de motif (congés annuels, maladie, maternité, etc) et de durée. Un chômeur au sens du BIT est une personne âgée de 15 ans ou plus qui répond simultanément à trois conditions : être sans emploi durant une semaine donnée ; être disponible pour prendre un emploi dans les deux semaines ; avoir cherché activement un emploi au cours des quatre dernières semaines ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

Population active au sens de la comptabilité nationale

Toutes les personnes des deux sexes au-dessus d'un âge déterminé qui fournissent, durant une période de référence spécifiée, la main d'œuvre nécessaire aux activités de production (telles que retenues dans la définition de la production du système de comptabilité nationale, SCN). Elle comprend toutes les personnes qui remplissent les conditions pour être considérées comme personnes pourvues d'un emploi (salariés ou non-salariés) ou comme chômeurs.

Population active au sens du recensement de la population

Comprend les personnes qui déclarent :

- Exercer une profession (salariée ou non) même à temps partiel ;
- Aider une personne dans son travail (même sans rémunération) ;
- Être apprenti, stagiaire rémunéré ;
- Être chômeur à la recherche d'un emploi ou exerçant une activité réduite ;
- Être étudiant ou retraité mais occupant un emploi ;
- Être militaire du contingent (tant que cette situation existait).

Prestation de compensation du handicap

Aide financière destinée à compenser la perte d'autonomie des personnes en situation de handicap dans la vie quotidienne, y compris la vie sociale.

Prime d'activité

Elle a pour objet d'inciter les travailleurs (salariés ou non-salariés) aux ressources modestes, à exercer ou reprendre une activité professionnelle et soutenir leur pouvoir d'achat. Il faut avoir plus de 18 ans pour prétendre à cette aide sociale.

Revenu de solidarité active (RSA)

Est une allocation qui complète les ressources initiales du foyer pour qu'elles atteignent le niveau d'un revenu garanti.

Le montant du revenu garantit varie en fonction de la composition du foyer et du nombre d'enfant(s) à charge. Se substitue au revenu minimum d'insertion (RMI) et à l'allocation parent isolé (API). Le RSA est en vigueur depuis 2009 en métropole, depuis 2011 dans les départements et collectivités d'outre-mer (à l'exception de la Polynésie française, la Nouvelle-Calédonie et Wallis-et-Futuna où il n'est pas applicable) et depuis 2012 à Mayotte (selon des modalités spécifiques).

Salarié protégé

Tout salarié candidat lors d'une élection professionnelle, titulaire ou ancien titulaire d'un mandat de représentant du personnel ou exerçant certains mandats ou certaines fonctions extérieures à l'entreprise bénéficie d'une protection contre le licenciement. Ce salarié est dit salarié protégé. Cette protection vise à s'assurer que le licenciement n'a pas de lien avec son mandat ou sa fonction. Nous faisons un point sur la réglementation.

SIDE (Système d'Information de la Démographie des Entreprises)

Système d'information pour la production et la diffusion des données de démographie des entreprises et des établissements. Ce système d'information assure la production de données conjoncturelles (les statistiques mensuelles de créations d'entreprises) et de données annuelles ou structurelles sur la démographie d'entreprises.

Le dispositif SIDE est alimenté principalement à partir de données issues du répertoire Sirene, enrichies d'éléments provenant notamment du répertoire statistique Sirius

Sorties de SIAE vers l'emploi durable

Le salarié sortant de l'IAE bénéficie d'un CDI, un CDD ou une mission d'intérim de plus de 6 mois, obtient un stage ou une titularisation dans la fonction publique ou crée une entreprise.

Sorties de SIAE vers « un emploi de transition »

Le salarié sortant de l'IAE bénéficie d'un CDD ou une mission d'intérim de moins de 6 mois ou d'un contrat aidé chez un employeur de droit commun.

Définitions

Sorties positives de SIAE

Le salarié sortant de l'IAE bénéficie d'une entrée en formation pré-qualifiante ou qualifiante ou une embauche dans une autre SIAE.

Autres sorties de SIAE

Le salarié sortant de SIA se retrouve au chômage, devient inactif ou ne donne pas de nouvelle.

Taux d'activité

Rapport entre le nombre d'actifs et l'ensemble de la population correspondante. Il peut être calculé sur l'ensemble de la population d'un pays, mais on se limite le plus souvent à la population âgée de 15 à 64 ans, ou à une sous-catégorie de la population (femmes de 25 à 29 ans par exemple).

Taux de chômage

Rapport entre le nombre de chômeurs et le nombre d'actifs (en emploi ou au chômage).

Taux d'emploi

Rapporte le nombre de personnes en emploi à la population totale.

Taux de vacance

Part des logements vacants dans l'ensemble des logements. Il peut être calculé à partir du recensement de la population.

Unédic

Association chargée par délégation de service public de la gestion de l'assurance chômage en France, en coopération avec France-Travail.

Unité légale/ Entreprise – unité légale / Siren

Entité juridique de droit public ou privé. Cette entité juridique peut être :

- une personne morale, dont l'existence est reconnue par la loi indépendamment les personnes ou des institutions qui la possèdent ou qui sont membres ;
- une personne physique, qui, en tant qu'indépendant, peut exercer une activité économique.

Elle est obligatoirement déclarée aux administrations compétentes (greffes des tribunaux de commerce, Sécurité sociale, DGFIP,...) pour exister. L'existence d'une unité dépend du choix des propriétaires ou de ses créateurs (pour des raisons organisationnelles, juridiques ou fiscales). L'unité légale est l'unité principale enregistrée dans Sirene.

Remarque :

Cette définition de l'unité légale ne doit pas être confondue avec celle de l'entreprise, considérée comme unité statistique.

Quelques sigles

AAH : Allocation pour adultes handicapées

ACI : Atelier et Chantier d'Insertion

AGEFIPH : Association nationale de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées

AI : Association intermédiaire

API : Allocation pour parent isolé

ASP : Agence de services et de paiements

BIT : Bureau international du travail

CAF : Caisse d'allocations familiales

CNAF : Caisse nationale d'allocations familiales

CNAM : Caisse nationale d'assurance maladie

CNAMTS : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés

DARES : Direction de l'animation de la Recherche, des Études et des Statistiques

DREES : Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques

DSS : Direction de la sécurité sociale

FNA : Fichier national des allocataires de France-Travail

INSEE : Institut National de la Statistique et des Études Économiques

MSA : Mutualité sociale agricole

SDES : Service des données et études statistiques

Allstat : Fichier statistique des allocataires des Caf

CVS-CJO : Correction des variations saisonnières – Correction des jours ouvrables

DOETH : Déclaration obligatoire d'emploi des travailleurs handicapés

DSN : Déclaration Sociales Nominatives

ÉSANE : Élaboration des statistiques annuelles d'entreprises (INSEE)

Finess : Fichier national des établissements sanitaires et sociaux

SI-APART : Système d'Information de l'Activité Partielle

STMT : Statistique trimestrielle du marché du travail

SIAE : Structure d'insertion pour l'activité économique

Directeur de publication : Yannick DECOMPOIS,
Directrice déléguée : Miguelle MAMBERT,
Coordination : MadinTour 360°
Service Etudes Statistiques Evaluation (Sese)
Mise en page : MadinTour 360°
Février 2026

Nous contacter :

Par mail : 972.direction@deets.gouv.fr

Par téléphone : 0 596 44 20 00

**Par courrier : 2 avenue des Arawaks Immeuble EOLE 1
97200 FORT-DE-FRANCE**

Retrouver la DEETS sur <https://martinique.deets.gouv.fr/>

contactez-nous ➤
mail : 972.direction@deets.gouv.fr
téléphone : 0 596 44 20 00
courrier : 2 avenue des Arawaks
Immeuble EOLE 1
97200 FORT-DE-FRANCE
Retrouver la DEETS sur :
<https://martinique.deets.gouv.fr>



Réalisé par le Service Etudes
Statistiques et Evaluation de
la DEETS de la Martinique